

SANTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vœux de rétablissement de l'émir du Koweït et des présidents chinois, turc et italien

P. 24

RÉFÉRENDUM SUR L'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Les résultats annoncés sont l'expression "réelle et intégrale" de la volonté du peuple (Présidence)

P. 3

RENTRÉE SCOLAIRE DES CYCLES MOYEN ET SECONDAIRE

Plus de 4 millions d'élèves sur les bancs des établissements

Plus de 4 millions d'élèves rejoindront, ce matin les bancs des établissements des cycles moyen et secondaire dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la propagation du nouveau coronavirus. Selon des statistiques obtenues par l'APS, 4.790.671 élèves rejoindront les bancs des établissements des cycles moyen et secondaire sur un total de 10.095.367 élèves inscrits dans les trois paliers d'enseignement. Plus de 5 millions d'élèves avaient rejoint le 21 octobre dernier les établissements éducatifs dans le cycle primaire, rappelle-t-on. Un total de 3.313.448 élèves sont inscrits dans le cycle secondaire, encadrés par 169.684 enseignants, répartis à travers 5.780 CEM, contre 1.477.187 élèves pour le cycle secondaire, encadrés par 109.900 enseignants, répartis à travers 2.573 lycées. P. 4

DKnews/APS



FRET MARITIME

"Vers une mise à l'amende des conteneurs dont la rétention dépasse 30 jours" (ministre)

P. 6

PÉTROLE

Le Brent à plus de 40 dollars hier à Londres

P. 7

ELECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ETATS UNIS

Le sort du scrutin se joue probablement dans cinq Etats clés

P. 15

SANTÉ

SYSTÈME IMMUNITAIRE

Les aliments pour booster votre immunité

P.p 12-13

FOOTBALL

TOURNOI AMICAL SMAÏL-KHABATOU

MCA-PAC et JSK-NAHD affiches des demi-finales

P. 21



FESTIVAL VIRTUEL PORTAIL NUMÉRIQUE DU COURT-MÉTRAGE À ANNABA

Le film turc "Dark" remporte le portail d'or

P. 16

SALON DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS À BOUMERDES

Engouement pour les produits de beauté naturels

P. 4

AIN TEMOUCHENT

Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine et arrestation de 4 individus



Les services de gendarmerie nationale de Bouzadjar (wilaya d'Ain Témouchent) ont mis en échec dans la nuit de dimanche à lundi une tentative d'émigration clandestine par mer et arrêté quatre individus, a-t-on appris lundi auprès de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée sur la base d'informations faisant état d'un plan d'embarquement pour une traversée clandestine à partir du littoral de la wilaya d'Ain Témouchent. Les éléments de la gendarmerie nationale ont arrêté, dans une forêt mitoyenne de la plage de Bouzadjar, quatre individus qui s'approprièrent à prendre le large, a-t-on indiqué.

L'opération a permis aussi la saisie d'un zodiac à moteur, huit bidons pleins d'essence, des gilets de sauvetage et une boussole, a-t-on relevé.

ELECTRICITÉ ET GAZ À BLIDA

Des facilitations pour le recouvrement de 4 milliards de DA de créances



La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Blida a décidé un ensemble de mesures de facilitations visant le recouvrement de ses créances estimées à 4 milliards de dinars détenus auprès de ses abonnés, a-t-on appris, lundi, auprès de cette entreprise publique. Cet ensemble de mesures a été décidé en vue de recouvrer les créances résultant des factures impayées par les abonnés, estimées à 4 milliards de dinars, dont 2 milliards de dinars détenus auprès des ménages, 600 millions de dinars auprès d'entreprises économiques et 1,17 milliard de dinars auprès d'organismes administratifs, a-t-on détaillé.

Parmi ces facilitations décidées par la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Blida, figure la possibilité offerte aux clients de bénéficier d'un échéancier pour leur dettes", a indiqué la même source, lançant un appel à ces derniers pour se rapprocher des agences commerciales afin de régulariser leur situation.

Au titre de ces facilitations, la même entreprise offre, en outre, à ses clients la possibilité de régler leurs factures auprès de toutes les agences commerciales du territoire national, ou auprès du bureau postal le plus proche du domicile du client, ou de tout autre bureau postal du pays.

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Blida a, par ailleurs, fait part de la mise à disposition de ses clients d'une nouvelle option pour régler leurs factures d'électricité et de gaz via les Terminals de paiement électronique (TPE), disponibles au niveau de l'ensemble des agences commerciales.

Un service réservé aux abonnés ordinaires disposant d'une Carte interbancaire (CIB).

Il est également question de rendre possible le règlement des frais de consommation énergétique via internet, avec la possibilité offerte de s'enquérir de sa facture en se connectant au site de l'entreprise www.sadeg.dz, pour choisir cette prestation.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES

5 morts et 136 blessés pendant le week-end



Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 136 autres ont été blessées dans 122 accidents de circulation au niveau des zones urbaines, pendant le week-end, a indiqué, lundi, un communiqué des services de la Sûreté urbaine (SN).

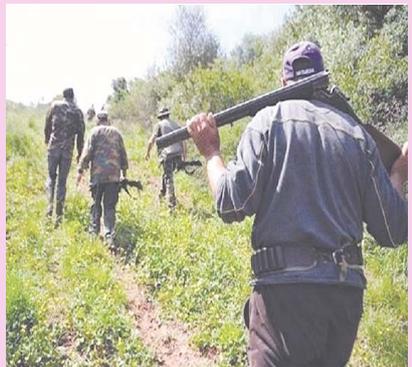
Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, expliquent les mêmes services.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté urbaine (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à faire preuve de vigilance et de prudence lors de la conduite et à respecter le code de la route.

Le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17 sont mis à la disposition des citoyens 24h/24, rappelle la DGSN.

EL BAYADH

Sensibilisation sur les dangers du braconnage (Fédération des chasseurs)



La Fédération des chasseurs d'El Bayadh effectue des sorties périodiques sur terrain dans les différentes régions de la wilaya pour sensibiliser sur les dangers du braconnage et ses retombées négatives sur le patrimoine animalier, a-t-on appris lundi de son président, Bouazza Bachir.

En application de la décision, prise dernièrement par les pouvoirs publics, portant sur la reprise des activités de la chasse, ces sorties touchent les zones où prolifèrent les actions de braconnage surtout au sud de la wilaya, a-t-il indiqué.

La Fédération des chasseurs d'El Bayadh, qui compte plus de 700 chasseurs adhérents au sein d'associations locales de chasse, assure des sessions de formation théoriques et pratiques en collaboration avec d'autres acteurs, dont la conservation des forêts, sur différents aspects inhérents à l'art de la chasse parmi lesquels la déontologie, les types de gibier, l'utilisation d'armes et la législation régissant la chasse, a-t-on appris de son président.

Deux sessions de formation ont été organisées en collaboration avec la fédération de wilaya sous l'égide de la Fédération nationale des chasseurs au profit de 140 chasseurs, en plus de l'octroi, courant de cette année, de 128 permis de chasse, a-t-on indiqué à la conservation des forêts d'El Bayadh.

LE LYCÉE SPORTIF DE DRARIA (ALGER)

Le nombre des internes limité à 140



Le Lycée sportif de Draria (Alger) a décidé de réduire le nombre de ses élèves en interne à seulement 140 candidats pour l'année scolaire 2020-2021, par mesure de précaution en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'établissement.

Avant la crise sanitaire, le Lycée sportif de Draria accueillait 280 élèves en internat.

Malgré la hausse des cas de contamination au COVID-19 au cours des derniers jours a obligé l'établissement à prendre certaines mesures de prévention, dont la réduction du nombre des internes.

Pour ce qui est de la rentrée scolaire à ce Lycée sportif national, elle a été fixée au mercredi 4 novembre pour les anciens élèves, et au 15 du même mois en ce qui concerne les nouveaux inscrits.

Cette décision a été communiquée aux responsables des Jeunes talents au sein des différentes fédérations sportives lundi, lors d'une réunion de travail avec les responsables pédagogiques dudit lycée.

Une rencontre pendant laquelle les deux parties ont discuté des modalités d'admission des nouveaux élèves en cette période de pandémie, et qui a forcé les responsables du lycée à trouver des solutions pour assurer le bien-être de tout le monde.

Parmi ces solutions, la récupération d'une partie du Centre de regroupement et de préparation des élites nationales à Soudania (Alger) et qui sera mise à la disposition du Lycée sportif de Draria pour l'hébergement, les études et les entraînements de ses candidats.

EL-TARF

Des compléments alimentaires périmés saisis



Près de 30.000 boîtes de compléments alimentaires périmés ont été saisies, chez un herboriste exerçant à El Tarf -ville, par les services de police relevant du 2^e arrondissement de la sûreté de wilaya, a-t-on appris, lundi, du chargé de la communication de ce corps de wilaya.

Agissant sur la base d'informations dénonçant les pratiques frauduleuses d'un herboriste, originaire de la wilaya d'El Oued, qui proposait aux consommateurs des compléments alimentaires dont la date de péremption était largement dépassée et que ledit contrevenant présentait comme un produit de qualité et répondant aux critères de conformité en vigueur, a ajouté le commissaire principal, Mohamed Karim Labidi.

Les services de police ont arrêté en flagrant délit une vendeuse en train de modifier la date de péremption mentionnée sur les mélanges d'herbes préalablement préparés et conditionnés dans des boîtes par le propriétaire de ce commerce, a-t-on précisé.

Deux dossiers judiciaires ont été élaborés par les services compétents et transmis au tribunal correctionnel de compétence devant lequel comparaitront les deux contrevenants, a conclu M. Labidi.

RÉFÉRENDUM SUR L'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Les résultats annoncés sont l'expression "réelle et intégrale" de la volonté du peuple (Présidence)

Les résultats du référendum sur l'amendement de la Constitution, annoncés par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), sont l'expression "réelle et intégrale" de la volonté du peuple et démontrent que le Président de la République "a tenu ses engagements", indique lundi un communiqué de la Présidence de la République.

"Le 1er Novembre 2020, les citoyens et les citoyennes se sont exprimés sur le projet de révision de la Constitution proposé par Monsieur le Président de la République", note la même source, précisant que "Monsieur le Président de la République s'est engagé dans son programme électoral à revoir un certain nombre de dispositions de la Constitution et avait chargé un Comité d'experts et d'universitaires pour élaborer un projet de révision de la Constitution qui réponde aux aspirations du peuple algérien exprimées lors du Hirak béni du 22 Février 2019".

"Ces aspirations pour un changement radical de l'organisation politique, économique et sociale dans notre pays interviennent à un moment où le monde entier fait face à une crise multidimensionnelle résultant d'une pandémie durable et récurrente qui a affecté toutes les sphères de la vie économique et sociale et n'a épargné aucune région du monde", relève le communiqué, ajoutant que "Monsieur le Président de la République avait voulu que cette consultation se fasse directement en donnant la parole au peuple



algérien pour s'exprimer sur ce qu'il envisage pour son avenir et pour l'avenir des générations futures".

La date du 1er novembre 2020, précise la même source, "n'est pas un choix fortuit, elle est le lien naturel avec notre passé glorieux, celui du 1er novembre 1954, date

de déclenchement de la Guerre de libération nationale par le peuple algérien qui s'est réapproprié sa souveraineté sur son territoire, ses richesses et s'est libéré du joug du colonialisme".

Les résultats du scrutin "ont démontré que la transparence et la probité de ce scrutin ont été to-

tales", affirme le communiqué, soulignant que les résultats annoncés par l'Autorité nationale indépendante des élections "sont l'expression réelle et intégrale de ce que le peuple a voulu. Ils démontrent que Monsieur le Président de la République a tenu ses engagements pour qu'enfin soit

entamé le processus qui permette l'expression libre et démocratique du peuple algérien sur tout ce qui concerne son destin".

"Dorénavant, et dans la continuité des élections du 12 décembre 2019, toutes les élections seront l'expression des aspirations de ce que souhaite le peuple algérien pour son avenir", souligne le communiqué, avant d'ajouter que "le Gouvernement s'est abstenu de toute interférence dans l'organisation des élections conformément à la loi organique 19-07 du 14 septembre 2019 qui a conféré les pleins pouvoirs à l'Autorité nationale indépendante des élections".

La même source estime que "les résultats sont à la hauteur de son attente dans un contexte particulièrement contraignant marqué par les mesures préventives de lutte contre le Coronavirus (COVID-19)". "En ce moment historique, les citoyens et les citoyennes ont encore une fois exprimé l'attachement du peuple algérien à son unité nationale, à la crédibilité de ses institutions et à sa souveraineté pleine et entière", conclut le communiqué de la Présidence de la République.

Charfi : «L'Algérie amorcera une nouvelle ère avec une Constitution consacrant la démocratie participative et la volonté du peuple»

L'Algérie amorcera une "nouvelle ère avec cette nouvelle Constitution plébiscitée par le peuple en toute responsabilité, laquelle sera la pierre angulaire dans l'édification de l'Algérie nouvelle qui consacre la démocratie participative et la volonté populaire", a affirmé, lundi à Alger, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

"L'Algérie amorcera, après la proclamation des résultats définitifs, une nouvelle ère avec une nouvelle Constitution plébiscitée par le peuple en toute responsabilité laquelle sera la pierre angulaire dans l'édification de l'Algérie nouvelle qui consacre la démocratie participative et la volonté populaire", a indiqué M. Charfi lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats du référendum au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal.

Dans ce cadre, il a tenu à féliciter "le vaillant peuple algérien et toutes les parties ayant animé ce rendez-vous référendaire dont l'histoire de la Nation retiendra à jamais



s l'engagement, la probité et le respect ayant marqué toutes les étapes du déroulement du scrutin". Répondant à une question sur le taux de participation au référendum, M. Charfi a mis en avant "le courage et la clairvoyance du Président en décidant d'organiser le référendum en dépit de la propagation de la pandémie de Covid-19 ce qui constitue en soit une caractéristique de la bonne gou-

vernance réunissant les conditions et moyens permettant au peuple d'exercer son droit, au de-là de la dynamique qui a marqué le référendum", relevant que "le taux de participation qui s'élevait à 23,72 % au niveau national confère à la Constitution une valeur ajoutée". Concernant les dépassements enregistrés lors du scrutin, tenu hier dimanche, M. Charfi fait état de "deux cas aux wilayas

de Mascara et d'El Bayadh, où l'ANIE a tenu à informer les procureurs généraux près les deux wilayas en vue d'ouvrir des enquêtes et de lancer des procédures judiciaires", soulignant que le signalement de ces deux cas a été effectué par les coordinateurs de l'ANIE. A cette occasion, le même responsable a mis en avant la participation de la société civile à la campagne référendaire, ainsi que les partis politiques "pour leur sens de responsabilité et leurs comportements civilisés". Pour rappel, la société civile a animé 965 meeting populaire dans le cadre de la campagne référendaire et effectué 137 actions de proximité, tandis que les partis politiques ont animé 220 meeting et effectué 33 actions de proximité.

Les membres du Gouvernement ont animé, dans ce sens, 57 meeting et effectué 12 actions de proximité, alors que les personnalités nationales ont animé 48 meeting populaire et effectué 10 actions de proximité dans le souci de sensibiliser quant à l'importance de la participation au référendum constitutionnel.

Charfi salue les efforts des encadreurs et des services de sécurité pour mener à bien l'opération de vote

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a salué lundi à Alger "le sens de patriotisme et de responsabilité" des encadreurs des centres et bureaux de vote lors du référendum sur l'amendement constitutionnel organisé dimanche, louant, par la même, les efforts des services de sécurité pour la sécurisation du scrutin. "Je saisis cette occasion pour exprimer ma haute considération et mes profonds sentiments de reconnaissance et de gratitude aux encadreurs des centres et bureaux de vote, hommes et femmes, pour le sens élevé de patriotisme

et de responsabilité dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs missions", a indiqué M. Charfi lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats du référendum au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal. Il a également salué les efforts des différents corps de sécurité qui ont veillé à sécuriser l'opération de vote, à leur tête l'ensemble des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ainsi que les services de la sûreté et de la Gendarmerie nationales qui ont prêté main forte à l'ANIE dans toutes les étapes du référendum.

Dans le même sillage, le prési-

dent de l'ANIE a salué les différents médias pour la transparence de la couverture de la campagne référendaire et des débats organisés dans ce cadre, en donnant la parole à tout un chacun", relevant que cela s'inscrit dans le cadre de la charte de déontologie signée par l'ANIE et les médias nationaux lors de la dernière élection Présidentielle".

"Dans ce sens, il s'est engagé à "laisser les portes ouvertes aux médias et à fournir aux journalistes toutes les informations nécessaires pour contribuer à la promotion de la démocratie dans notre pays".

APS

Le référendum par les chiffres

Voici les principaux chiffres du référendum sur le projet d'amendement constitutionnel communiqués lundi par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, lors d'une conférence de presse consacrée aux résultats préliminaires du scrutin.

Nombre d'inscrits : 24.475.310 dont 23.568.012 résidents en Algérie et 907.298 à l'étranger.
 Nombre de bureaux de vote : 61.108
 Nombre de centres de vote : 13.236
 Nombre d'agents mobilisés : 386.422
 Nombre des observateurs bénévoles : 747
 Nombre total de votants : 5.636.172 dont 45.071 électeurs résidents à l'étranger
 Taux national de participation : 23,72 %
 Nombre de voix exprimées : 5.023.385
 Nombre de votants par "Oui" : 3.355.518, soit un taux de 66,80 %
 Nombre de votant par "Non" : 1.676.867, soit un taux de 33,20 %.
 Nombre de bulletins nuls : 633.885
 Nombre de voix en litige : 407.

RENTREÉ SCOLAIRE Plus de 4 millions d'élèves sur les bancs des établissements des cycles moyen et secondaire

Plus de 4 millions d'élèves rejoindront, mercredi, les bancs des établissements des cycles moyen et secondaire dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la propagation du nouveau coronavirus.

Selon des statistiques obtenues par l'APS, 4.790.671 élèves rejoindront les bancs des établissements des cycles moyen et secondaire sur un total de 10.095.367 élèves inscrits dans les trois paliers d'enseignement. Plus 5 millions d'élèves avaient rejoint le 21 octobre dernier les établissements éducatifs dans le cycle primaire, rappelle-t-on.

Un total de 3.313.448 élèves sont inscrits dans le cycle moyen, encadrés par 169.684 enseignants, répartis à travers 5.780 CEM, contre 1.477.187 élèves pour le cycle secondaire, encadrés par 109.900 enseignants, répartis à travers 2.573 lycées.

En prévision de cette rentrée scolaire, qui avait été reportée au 4 novembre pour les cycles moyen et secondaire en raison de la propagation du nouveau coronavirus et l'arrêt des cours depuis le 12 mars, le ministère de l'Éducation a tracé récemment les plans exceptionnels de reprise des cours pour les élèves des cycles moyen et secondaire, "en présentiel" dans la mesure du possible, tout en tenant compte de "la nécessaire" préservation de la santé des élèves et des personnels, exhortant le personnel de l'Éducation à sensibiliser les élèves et à les accompagner, en impliquant les parents d'élèves dans cette démarche.

Lors de sa réunion avec les directeurs de l'Éducation, et les chefs des établissements scolaires publics et privés, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout a appelé "au strict respect" du protocole sanitaire adopté par le comité scientifique du ministère de la Santé ainsi qu'à l'application rigoureuse de l'ensemble des gestes barrières.

Le ministre a souligné l'importance de veiller à l'hygiène au sein des écoles et de les aménager de manière à appliquer les règles de distanciation physique et à éviter le regroupement des élèves, rappelant l'impératif de préparer les locaux en assurant les moyens nécessaires à l'application du protocole sanitaire et en relançant le rôle de la cellule de veille.

M. Ouadjaout a appelé, en outre, les conseillers d'orientation et de guidance scolaire et professionnelle (COGS) à la prise en charge de l'aspect psychologique des élèves, soulignant l'impératif de garantir un encadrement pédagogique pour chaque matière et à tous les niveaux.

Le plan exceptionnel de reprise des cours sur l'organisation de la scolarité des élèves inscrits dans le cycle de l'Enseignement secondaire général et technologique pour cette rentrée scolaire, prévoit des mesures liées notamment à la répartition des élèves en groupes et sous-groupes de 20 à 24 apprenants, à l'exception de certains groupes où le nombre d'élèves est égal ou inférieur à 24 élèves tel le cas des filières de langues étrangères, de mathématiques et de maths-techniques, ou encore de cer-



taines disciplines dispensées en travaux pratiques ou dirigés. La durée de la séance d'enseignement a été, ainsi, réduite à 45 minutes durant tous les jours de la semaine y compris l'après-midi du mardi.

Dans les établissements où le nombre de classes suffit pour accueillir les sous-groupes, le plan prévoit la répartition des sous-groupes en deux équipes équilibrées "E1 et E2" en leur assurant une alternance "matinée et après-midi", soit de 8h à 12h40 (6 séances en 4h30 de cours) ou de 13h30 à 17h25 (5 séances en 3h45), en fonction du volume horaire hebdomadaire des filières.

Concernant le plan exceptionnel de reprise des cours du cycle moyen, ce dernier porte sur l'organisation des cours, prévoit de découper, au besoin, chaque groupe pédagogique de plus de 24 élèves en deux voire trois sous-groupes, chaque sous-groupe devant compter près de 20 élèves. Les groupes éducatifs programmés dans les grandes salles (amphithéâtre ou bibliothèque) peuvent être maintenus tels quels, avec le respect impératif, bien entendu, de la distanciation physique.

La durée de la séance a été fixée à 45 minutes et la journée répartie en deux shifts, à savoir 6 séances dans la matinée pour un volume horaire de 4h30, et 5

séances dans l'après-midi pour un volume horaire de 3h45. Les journées d'études demeurent du dimanche au jeudi (soit 5 jours).

S'agissant de l'enseignement de l'Éducation physique et sportive (EPS) pour le même groupe pédagogique, il doit totaliser un volume horaire hebdomadaire de 1h30 hors les heures de cours, en veillant à prendre en compte la capacité d'accueil de la cour de l'établissement.

Les cours d'informatique, de musique et de dessin seront dispensés en alternance une fois chaque quinzaine avec un volume horaire d'une heure pour chaque discipline, la journée du samedi ayant été retenue pour l'enseignement de Tamazight. Afin d'assurer une rentrée des classes dans un climat serein et paisible, les différents corps constitués (DGSN/CGGN) ont mis sur pied des plans de sécurité spéciaux. Les dispositions prises, à l'échelle nationale, visent à se curiser le périmètre des établissements d'enseignement en effectuant des patrouilles de contrôle aux abords des écoles notamment aux heures d'entrée et de sortie, le but étant de faciliter le trafic routier, préserver l'intégrité des élèves et s'assurer du respect des gestes barrières pour endiguer toute éventuelle expansion du coronavirus.

ALGÉRIE-CHINE M. Rezig s'entretient avec l'ambassadeur chinois

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a reçu lundi à Alger l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Li Lianhe avec lequel il a évoqué l'état et les perspectives des relations bilatérales et les voies et moyens de développer le partenariat entre les deux pays et de hisser le volume des échanges, indique un communiqué du ministère.

Accompagné du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, le ministre du Commerce a affirmé que l'Algérie et la Chine sont deux partenaires stratégiques liés par une forte amitié et une confiance mutuelle, soulignant que l'Algérie accordait un grand intérêt à l'approfondissement du partenariat dans différents domaines et au développement du volume des échanges commerciaux entre les deux pays, précise la même source.

A cette occasion, M. Rezig a formé le vœu de voir la Chine contribuer aux efforts visant à diversifier l'économie nationale à travers la concrétisation des projets d'investissement à valeur ajoutée, ainsi que le traitement des préoccupations soulevées par plusieurs opérateurs algériens concernant l'exportation de certains produits d'origine animale et végétale vers la Chine et dont le règlement a été convenu avec le reste des secteurs concernés, ajoute la même source.

De son côté, l'ambassadeur chinois a réaffirmé que son pays est intéressé par le marché algérien au regard des potentialités de coopération et d'échange commercial dont il dispose, une opportunité, a-t-il dit, pour les sociétés chinoises, étant donné que l'Algérie est un partenaire stratégique de la Chine dans la région.

Il a ajouté que la position géostratégique de l'Algérie et son prolongement africain notamment après l'entrée en vigueur, janvier prochain, de l'accord de libre échange, renforcera davantage cette coopération.

RESSOURCES EN EAU

Berraki examine avec le médiateur de la République les préoccupations du secteur

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki a tenu lundi à Alger une séance de travail avec le Médiateur de la République, Karim Younes pour examiner les préoccupations du secteur des Ressources en eau concernant l'approvisionnement et les solutions devant remédier aux dysfonctionnements enregistrés dans certaines régions, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, deuxième du genre, a été tenue au siège du ministère en présence des représentants de la société civile "pour trouver des solutions aux problèmes liés au secteur des Ressources en eau et prendre en charge les préoccupations des citoyens". Les participants à cette rencontre, notamment les représentants de la société civile, ont accueilli favorablement cette initiative qui tend à "rapprocher le citoyen du responsable et à briser les barrières bureaucratiques", ajoute la même source.

SALON DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS À BOUMERDES Engouement pour les produits de beauté naturels

Les produits de beauté, faits à base d'ingrédients naturels, exposés au Salon culturel de l'Artisanat et des métiers de la ville de Boumerdes, ont suscité un engouement de la gent féminine, a-t-on constaté jeudi.

En effet cette manifestation culturelle et commerciale, ouverte mercredi soir, jusqu'au 17 novembre prochain, à la place publique faisant face à la gare routière du centre ville de Boumerdes, a enregistré à son zème jour, une affluente remarquable de femmes, entre femmes au foyer et étudiantes notamment, issues de différentes facultés et résidences universitaires mi-toyennes. Les savons et shampooings (pour enfants et adultes) faits de façon artisanale à base de produits naturels, tels que l'huile

d'olive et le miel, et de plus à des prix attractifs, ont particulièrement suscité l'intérêt des visiteuses de ce salon.

A cela s'ajoute d'autres produits du terroir représentés par les pattes traditionnelles, dont le couscous, le plomb (sorte de gros couscous) et la Chakhchoukha, et autres plats de la gastronomie populaire, outre les produits dérivés de l'olive, les miels, les gâteaux traditionnels, les tapis, la poterie, la céramique et autres.

"Cet événement promotionnel a pour objectif principal d'encourager les talents et les initiatives juvéniles dans le domaine de l'artisanat et des métiers manuels, tout en faisant connaître les produits du terroir local, en offrant aux exposants un espace

d'exposition de nature à faciliter la commercialisation de leurs réalisations", a indiqué, à l'APS, le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers de Boumerdes, Saadi Ait Zerouk, en marge de cette manifestation.

L'autre but visé, a-t-il ajouté, est de "faire revivre le patrimoine culturel traditionnel et réhabiliter les produits de l'artisanat local, tout en facilitant l'intégration des nouveaux artisans dans un cadre commercial approprié, et en orientant les jeunes chômeurs vers l'investissement dans les métiers artisanaux, en s'appuyant sur les différents dispositifs publics de soutien à l'emploi", a-t-il fait savoir. Organisée à l'occasion de la célébration du 66ème anniver-

saire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération, cette manifestation culturelle dont l'animation est assurée par une quarantaine d'exposants de Boumerdes et de wilayas voisines, a englobé de nombreux stands d'exposition de différents produits et réalisations de métiers artisanaux de tout le pays.

Ce salon a fait la part belle aux produits du terroir, tels que l'olive, l'huile d'olive, le miel, et la figue sèche, outre les habits traditionnels, les bijoux, et les plats populaires.

Des stands ont été, également, consacrés à la promotion des différents dispositifs publics de soutien à l'emploi des jeunes, et organismes d'assurance sociale, outre les réalisations de jeunes artistes plastiques.

GHARDAÏA

Lancement des travaux de construction d'une nouvelle centrale électrique à El-Menea

Les travaux de construction d'une nouvelle centrale électrique à turbines à gaz mobiles ont été lancés récemment sur un site situé à une quinzaine de kilomètres au sud d'El-Menea (Ghardaia), a-t-on appris mardi auprès de la société "Shariket Kahraba wa Taket Moutadjadida (SKTM, filiale du groupe Sonelgaz).

Cette centrale électrique composée de huit (8) turbines à gaz mobiles d'une puissance unitaire de 20 mégawatts, adaptée aux conditions du site d'El-Menea, dont la mise en service du premier groupe est prévue pour avril 2021, selon la fiche technique du projet. Cette installation énergétique éditée sur une superficie de 10 hectares près du nouveau pôle urbain d'El-Menea offrira un réel potentiel de croissance en matière d'industrie et d'agriculture locale, ainsi que le développement intégré de la région, a-t-on souligné. La production de cette centrale va également assurer la consommation électrique du nouveau pôle urbain



ainsi que les périmètres agricoles avoisinants et de renforcer les capacités de production en électricité afin d'assurer la continuité du service. La sécurité d'approvisionnement électrique des nombreux investissements

dans le secteur agricole ainsi que le début d'une industrie agroalimentaire dans la région d'El-Menea a poussé les pouvoirs publics à mobiliser l'énergie pour satisfaire la demande croissante en électricité.

Cette centrale a aussi pour objectif de préserver les ressources en hydrocarbures notamment le diesel, en exploitant les turbines à gaz naturel moins polluantes tout en contribuant à la création d'emplois. Confié à la société mixte algéro-coréenne Hyunson Engineering & Construction Spa (filiale du groupe Sonelgaz qui détient 51% de son capital), pour un coût de plus de cinq (5) milliards de Dinars, ce projet, permettra aux constructeurs algériens une maîtrise des nouvelles technologies de réalisation et de maintenance et garantira la sécurité énergétique en Algérie, indiquent les responsables de SKTM.

GUELMA

1.585 ha de couvert forestier détruits par les feux durant l'été 2020

Les incendies qui se sont déclarés dans la wilaya de Guelma durant l'été 2020 ont causé la destruction de pas moins de 1.585 hectares de couvert forestier, a-t-on appris lundi auprès de la Conservation des forêts.

Du 1er juin au 30 septembre 2020, il a été enregistré 70 interventions pour circonscrire des incendies qui se sont déclarés dans des surfaces forestières de la wilaya, a précisé le Conservateur local des forêts, Boubakeur Ouadi, qui présentait le bilan des incendies de forêts durant la même période. Pas moins de 951 hectares des surfaces détruites par les feux de diverses espèces végétales, a souligné la même source, précisant que les surfaces de chêne-liège détruites par les incendies est évaluée à pas moins de 788 hectares

en plus de 92 ha de chêne hêtre, 10 ha de chêne vert, 35 ha de forêts d'eucalyptus et 26 ha de pin d'Alep. Le restant des surfaces détruites par les incendies durant la même période sont environ 470 hectares de maquis, 158 ha de broussailles en plus de six hectares de diverses plantes forestières, a ajouté le Conservateur des forêts.

Le plus grand nombre des incendies et de dégâts avait été enregistré durant le mois d'août dernier, a précisé le même responsable, faisant état, dans ce sens, de 38 feux signalés le mois d'août, causant la destruction de 1.272 ha dont 816 ha de forêts, 349 ha de maquis et 107 ha de broussailles. La majorité des surfaces détruites sont situées dans le territoire de la commune Boucheggouf (35km à l'Est de Guelma), réputée par ses vastes chaînes

montagneuses (mont Béni Salah où se trouve une réserve naturelle), a souligné le Conservateur des forêts qui a indiqué que la région avait été frappée durant l'été dernier par trois incendies causant la destruction de 430 hectares de forêts.

Le même responsable a rappelé que durant l'été 2017, près de 6.000 ha avaient été détruits par les feux et en 2012, il avait été enregistré la destruction de 1.742 ha, les bilans les plus lourds enregistrés durant une décennie suivis par le bilan de l'été 2020 avec 1.585 ha de couvert forestier détruit. Le facteur humain demeure à l'origine de la majorité des incendies signalés, a considéré le même responsable qui a indiqué que les températures caniculaires figurent également parmi les causes des feux déplorés.

CHLEF

Incendies de forêts: des pertes "records" courant 2020

Les feux de forêt ont décimé 2.190 hectares de couvert végétal courant de cette année dans la wilaya de Chlef occasionnant des pertes "records" par rapports à 2018 et à 2019, a-t-on appris lundi auprès de la conservation locale des forêts.

"Nous avons enregistré entre le 1er juin et le 31 octobre pas moins de 155 incendies ayant causé la destruction de 2.190 ha de couvert végétal", a indiqué à l'APS le chargé de communication de la conservation des forêts de la wilaya,

Mohamed Boughalia, qualifiant ce bilan de "record" comparativement aux pertes accusées durant les années 2018 et 2019, estimées respectivement à 36,8 ha et 367 ha.

Ce bilan est néanmoins en deçà de celui de 2012, "année durant laquelle les feux de forêts avaient causé des pertes inédites dans les 4.011 ha de couvert végétal de la wilaya", a déploré le même responsable. Selon M. Boughalia, ces pertes en végétation se répartissent à raison de 1.304 ha de forêts, 838 ha de maquis, 500

ha d'herbes sèches et 2,7 ha d'arbres fruitiers, outre la perte de 28 ruches d'abeilles. Les feux de forêts, dans leur majorité, s'étaient déclarés dans les communes de la partie nord de la wilaya. Soit El Marsa avec huit incendies ayant ravagé 1.588 ha de végétations, Ténés avec 19 incendies et 220 ha de pertes, Zeboudja avec 18 incendies et 69 ha de pertes et Talaassa avec huit incendies et 63 ha de pertes.

Toujours selon les données fournies par M. Boughalia, le

plus gros des incendies ont été déclarés durant le mois d'août, avec 36 feux de forêts et 1.907 ha de pertes. Sachant qu'un taux de 95% des feux ont été causé par l'homme, a-t-il précisé.

Le chargé de communication de la conservation des forêts de la wilaya de Chlef a signalé, à ce titre, que des actions en justice ont été engagées, en coordination avec la gendarmerie nationale, à l'encontre de nombreuses personnes accusées d'"incendies de forêts volontaires".

SIDI BEL-ABBÈS

Projet de production de plantes résistantes à la sécheresse

Une station expérimentale régionale de production de plantes pastorales et d'arbres fruitiers résistants à la sécheresse sera créée dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès en début d'année prochaine, a-t-on appris du Commissariat régional de développement de la steppe de Saïda, initiateur du projet.

La station, qui sera réalisée dans la commune de Rdjem Demmouche sur une surface

de 2,5 hectares, permettra la production de 2 millions de plants de gatt, d'absinthe, de luzerne et d'alfa, ainsi que 20.000 pistachiers, caroubiers, amandiers, oliviers, a expliqué le responsable du commissariat, Abdelwahab Maachou.

Le projet, pourvoyeur de 120 emplois, vise à régénérer le couvert végétal dans les zones steppiques détériorées, a-t-il ajouté, faisant savoir que les

wilayas d'El Bayadh et Naama bénéficieront de la quantité nécessaire de plants produits dans cette station expérimentale, afin de poursuivre la réalisation du projet du barrage vert destiné à lutter contre la désertification.

La station sera soutenue par une cellule de télédétection (via satellite) pour suivre l'état du couvert végétal dans la région steppique, en plus d'un labo-

ratoire de recherche scientifique, a-t-on indiqué. Aussi, elle ouvrira ses portes aux étudiants universitaires et aux instituts et centres de formation professionnelle pour des stages sur le terrain et des recherches scientifiques sur les plantes pastorales.

L'opération intervient suite à une expérience réussie du commissariat dans la commune de Rdjem Demmouche,

SOUK AHRAS

Campagne de vaccination de 115.000 bovins contre la fièvre aphteuse

Une campagne de vaccination de 115.000 bovins contre la fièvre aphteuse a été lancée la mi-octobre passée dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris lundi de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, Ahmed Mekitaa. La seconde du genre après celle lancée au printemps, cette campagne mobilise plus de 40 vétérinaires privés en plus de vétérinaires publics et 52.000 doses de vaccins et cible les bovins de plus de deux mois, a précisé à l'APS le même responsable qui a indiqué qu'elle se poursuivra jusqu'au 31 décembre. Parallèlement, une campagne de vaccination des ovins contre la peste des petits ruminants (entre 4 et 8 mois) est menée pour toucher 55.000 têtes du cheptel de la wilaya qui se compose de 300.000 ovins et caprins, selon la même source. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Agriculture visant la protection du cheptel contre les diverses infections, est-il indiqué. Les vétérinaires ont été également chargés de vacciner contre la rage les chiens et chats des éleveurs de la wilaya, est-il encore noté.

OUARGLA

Rattrapage de vaccination contre les zoonoses

La campagne de rattrapage de lutte contre les zoonoses se poursuit dans la wilaya d'Ouargla pour cibler le bétail non touché par la vaccination menée entre les mois de mars et juin derniers, a-t-on appris lundi auprès de l'inspection vétérinaire relevant de la direction des services agricoles (DSA). Encadrée par une dizaine de vétérinaires privés agréés, cette campagne de rattrapage de lutte contre la peste des petits ruminants (PPR), la fièvre aphteuse et la rage, cible pas moins de 39.000 têtes ovines et caprines, a précisé l'inspecteur vétérinaire, Khemra El-Bouti. Pour assurer la réussite de cette campagne de rattrapage, lancée au début du mois d'octobre dernier avec le concours des éleveurs et de la chambre de l'Agriculture, les services vétérinaires ont mobilisé 40.000 doses de vaccin. La campagne de prévention cible aussi le cheptel bovin contre la fièvre aphteuse et la rage. Pas moins de 700 têtes bovines, dont 400 têtes destinées à l'engraissement, ont également été examinées vétérinaires de dépistage d'éventuelles bactéries et parasites menaçant la santé animale, a ajouté M. El-Bouti. Selon le même responsable, la situation épidémiologique du cheptel à Ouargla est "acceptable", comparativement aux saisons précédentes, et ce, a-t-il expliqué, grâce aux programmes de prévention et de protection de la santé animale et des dispositifs de veille et d'alerte contre les maladies animales. Les mesures préventives prises pour la protection des cheptels transhumants à travers les territoires des zones frontalières ont aussi contribué à l'amélioration de la santé animale du cheptel local, a relevé l'inspecteur vétérinaire.

ALGER

Les factures gaz/électricité impayées ont dépassé 18 milliards de DA à fin juin 2020 (SADEG)

Les créances de la région de distribution d'Alger (RDA) relevant de la Société Algérienne de Distribution de l'Électricité et du Gaz (SADEG) auprès de ses clients se sont élevées à plus de 18 milliards de DA à fin juin 2020, une hausse record induite par la pandémie de coronavirus, a indiqué lundi l'entreprise dans un communiqué.

"En cette période exceptionnelle (crise sanitaire Ndlr) et dans un élan de solidarité indéfectible avec sa clientèle, la SADEG a procédé à la suspension des coupures pour factures impayées, ce qui a augmenté considérablement le niveau des créances détenues auprès de ses abonnés, aussi bien privés que publics", souligne la même source.

"Ces créances, qui restent en constante croissance, pour la concession d'Alger RDA, ont atteint, à la fin du 1er semestre de l'année, des niveaux record avec plus de 18 milliards de DA", précise le document, ajoutant que ces créances sont répartis sur ces cinq directions de distribution comme suit : Bologhine 5.149,05 millions de DA (MDA), El Harrach 3.783,47 (MDA), Gué de Constantine 3.715,16 (MDA), Belouizdad 3.286,40(MDA) et Sidi Abdellah 2.583,89 (MDA). "Ces difficultés financières, nées de cette situation, affectent d'une part, la trésorerie de la Région qui œuvre à la pérennité des revenus sur toute la chaîne des intervenants dans ses métiers et, d'autre part, freinent la concrétisation des différents projets inscrits dans les plans de développement des activités, des réseaux électriques et gaziers, ainsi que des diverses prestations proposées à sa clientèle", explique la SADEG.

Ainsi, à l'effet de garantir la pérennité du service public auquel est tenue la société et éviter à ses clients l'accumulation de leurs factures, la SADEG / Région de Distribution d'Alger compte sur le sens de responsabilité et de citoyenneté de sa clientèle et l'invite à s'acquitter de ses créances à travers les différents modes et formules de paiement proposés.

Elle a, dans ce cadre, expliqué que le paiement peut être effectué à travers les bureaux de poste, le paiement au niveau des 37 agences commerciales sur le territoire de la wilaya, en espèces et chèque ou par carte CIB à l'aide des TPE, le paiement par domiciliation CCP et le paiement électronique "e-paiement" à travers le site web de la société www.sadeg.dz.

Les clients peuvent aussi se rapprocher des agences commerciales, en vue d'obtenir des calendriers de paiement qui seront négociés et arrêtés en fonction du nombre de factures, du montant des créances et de leur niveau de solvabilité, souligne la société.

CIMENT - DISTINCTION

Le groupe GICA élu "meilleur cimentier" en Algérie par le portail électronique AfrikaCem (ministère)

Le Groupe Industriel des Ciments d'Algérie (GICA) a été élu "meilleur cimentier" en Algérie, par le portail AfrikaCem, et ce dans le cadre des AfrikaCem Awards 2020, qui récompense les meilleurs entreprises du ciment, a indiqué mardi le ministère de l'Industrie. "Cette distinction est le fruit des efforts du groupe GICA qui a continué à œuvrer pour assurer une production du ciment de qualité", a précisé la même source dans un communiqué publié sur

FRET MARITIME

"Vers une mise à l'amende des conteneurs dont la rétention dépasse 30 jours" (ministre)

Les conteneurs retenus au niveau des infrastructures portuaires du pays feront l'objet d'amendes graduelles au-delà de trente jours afin de réduire la facture de devises liée à l'activité logistique des opérations d'importation, a indiqué lundi à Alger le ministre des Transports, Lazhar Hani.

Lors d'un point de presse en marge de la tenue de la première édition du Forum du transport, dédié au transport maritime des marchandises, le ministre a fait savoir qu'une amende devra être mise en œuvre à l'encontre des opérateurs économiques ayant leur conteneurs retenus au niveau des infrastructures portuaires du pays, ce qui engendre des frais supplémentaires en devises sur l'opération d'importation.

Pour M. Hani, "les surestaries", les frais de rétention de conteneurs, représentent un réel fléau. "Il y a des frais normaux liés à l'opération commerciale à travers les différentes procédures permettant la réception de la marchandise par l'opérateur mais il faut que cela soit dans un cadre acceptable", a-t-il jugé, regrettant que certains conteneurs restent en rétention jusqu'à un an.

Il a ainsi révélé qu'en 2019, le coût des frais supplémentaires dus aux "surestaries" a représenté près de 9,7 milliards de dinars "alors que les importations étaient faibles".

"Avec la contribution de tous, notamment des opérateurs économiques, nous devons réduire cette facture", a plaidé le ministre.

Lors de son allocution à l'occasion de cette rencontre, M. Hani a expliqué que les frais d'immobilisation des



conteneurs née des lenteurs observées lors du passage portuaire et de leur restitution tardive par les importateurs alourdit la facture du transport. "Il est vrai que ces pratiques sont essentiellement dues au retard de modernisation de notre infrastructure portuaire existante, auquel s'ajoute des équipements d'exploitation inadaptés expliquant la faiblesse des rendements et les longs séjours des navires à quai", a-t-il concédé.

Selon lui, les faiblesses dans la chaîne logistique font du transport de marchandise vers l'Algérie le plus coûteux du bassin méditerranéen.

"Ajouter à cela, les opérateurs nationaux du commerce extérieur ont la fâcheuse habitude de ne pas restituer les conteneurs dans

des délais raisonnables", a-t-il constaté tout en relevant "les lenteurs observées lors de l'accomplissement des formalités administratives du contrôle transfrontalier". "Toutes ces contraintes conduisent à des immobilisations exagérées des conteneurs qui donnent lieu à d'importants transferts de devise à l'étranger", a expliqué M. Hani.

"Créer un conseil national de facilitation des échanges économiques"

Pour leur part, les différents acteurs de la chaîne logistique et du fret maritime ont mis en exergue lors de cette rencontre un manque de synergie entre les acteurs du commerce extérieur.

Pour parer à cette diffi-

culté, il a notamment été proposé de créer un conseil national de facilitation des échanges économiques "muni de mécanismes formels et contraignants".

Pour le P-dg du port de Bejaia, Halim Kasmi, il s'agit d'encourager le dépotage des conteneurs au niveau de zones logistiques ou de ports secs voire même le dépotage direct au niveau des usines avec un contrôle à postériori.

"Au niveau du port de Béjaia, nous avons expérimenté la réservation de fenêtres d'accostage dédiées aux conteneurs, nous permettant de réduire le séjour en rade des porte-conteneurs", a-t-il fait observer.

Pour sa part, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Ali Bey-Nasri a relevé la nécessité de mieux contrôler les frais de manutention portuaire à travers les ports nationaux.

D'autres participants ont fait savoir que certains opérateurs économiques activant dans le secteur de l'importation ne maîtrisent pas les différentes procédures liées à l'activité, rallongeant les délais pour apporter la documentation nécessaire.

Selon eux, les établissements bancaires doivent également contribuer à réduire les délais administratifs du commerce extérieur.

AGRICULTURE

Filière pomme de terre : la régulation du marché et l'exportation principaux objectifs (ministère)

Le ministère de l'Agriculture et du développement rural a fixé plusieurs objectifs dans la filière pomme de terre pour la période 2020-2024, notamment la régulation du marché et l'exportation, a-t-il indiqué lundi dans un communiqué.

La feuille de route du secteur de l'Agriculture et du développement rural pour la période 2020-2024 accorde une "importance particulière" à la filière pomme de terre, vu son poids socioéconomique et les potentialités qu'elle recèle aussi bien en matière de production qu'en terme de substitution aux importations, a souligné le ministère.

Avec une production annuelle de 4,5 millions de tonnes, dont plus de 350.000 tonnes de semences, la filière offre une ration de consommation de l'ordre de 100 à 110 Kg/hab/an et crée plus de 60.000 emplois directs, explique la même source. Dans l'objectif de rationalisation

des dépenses publiques et de réduction des importations, la feuille de route du secteur s'est fixée comme objectif la segmentation de la production de manière à assurer la régulation du marché, l'approvisionnement des unités de transformation et l'exportation, indique le document.

Il s'agit également de "la limitation des importations de la semence aux seules besoins du programme de multiplication pour les variétés protégées", a-t-on souligné.

La même source a rappelé qu'actuellement la semence de production nationale couvre, en moyenne, une 80% des besoins des différents programmes de plantation, le reste étant complété par l'importation.

Ces objectifs tiennent compte des "larges" potentialités de développement de cette culture stratégique qui occupe

une superficie de 150.000 ha, à savoir, la diversité du climat permettant des productions sur toute l'année, la gamme variétale, l'organisation professionnelle et interprofessionnelle existante, ainsi que la mobilisation des moyens de financement.

Le ministère a souligné également que plusieurs réunions regroupant les cadres du secteur, le Conseil national interprofessionnel de la filière, les chambres d'agriculture et les instituts techniques concernées, sont organisées depuis septembre pour débattre de la mise en œuvre effective de la feuille de route notamment en ce qui concerne la réduction des importations de la semence de pomme de terre pour l'année 2020-2021 ainsi que l'actualisation des engagements des multiplicateurs quant au programme de production de semence locale.

son compte "facebook". Elle est également basée sur les efforts du groupe public en matière de renforcement de sa relation client et la réalisation des opérations d'exportation, "malgré une conjoncture économique difficile à cause de la situation sanitaire mondiale", note le ministère.

Le Groupe a aussi développé une nouvelle technique innovante de diagnostic et de contrôle des fours, et s'est lancé dans l'exploitation et la transformation de mar-

bre. Les AfrikaCem Awards récompensent les entreprises et les personnalités de l'industrie du ciment en Afrique qui ont fait preuve d'excellence dans leurs marchés, régions et domaines respectifs.

Leader national de l'Industrie du ciment, le Groupe GICA compte 23 filiales spécialisées notamment dans la production de ciment, des granulats et du béton prêt à l'emploi, l'assistance technique, le montage et la maintenance industriels et la forma-

tion. Le nombre actuel des cimenteries de l'Algérie (publiques et privées) est de dix-sept (17). Selon les prévisions, en 2020, la capacité de production du pays doit augmenter à 40,6 millions de tonnes avec 20 millions de tonnes pour le groupe public GICA, et 11,4 millions de tonnes pour Lafarge Holcim Algérie, ainsi que 9,5 millions de tonnes pour le reste des opérateurs producteurs.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 40 dollars hier à Londres

Les prix du pétrole étaient en hausse mardi, au lendemain d'une séance mouvementée, soutenue par une certaine appétence pour le risque et l'espoir que l'offre d'or noir soit contenue, grâce à une possible intervention de l'Opep+.

Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier gagnait 2,77% par rapport à la clôture de lundi, à 40,05 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour décembre grimpeait de son côté de 2,93% à 37,89 dollars.

Pour Eugen Weinberg, analyste, le retour de l'appétit pour le risque sur les marchés est le premier facteur explicatif de la hausse des cours du brut. L'hypothèse selon laquelle "l'Opep+ maintiendrait ses réductions de production à leur niveau actuel au-delà de la fin de l'année" est également de nature à soutenir le prix de l'or noir, a-t-il ajouté.

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, via l'accord Opep+, ont pour l'instant prévu d'augmenter leur production commune de 1,9 million de barils par jour au 1er janvier.

Mais le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak s'est entretenu lundi avec les dirigeants des groupes pétroliers du pays "avec à l'ordre du jour l'accord de l'Opep+", a indiqué une source au sein du secteur pétrolier russe citée par l'agence de presse publique Ria Novosti. Selon M.



Weinberg, "si la Russie et l'Arabie Saoudite sont d'accord pour un report, les autres membres de l'alliance vont probablement accepter cette décision", visant à contrer la chute de la demande entraînée par une deuxième vague de Covid-19 qui frappe notamment le continent européen. Les élections américaines ajou-

taient par ailleurs à la nervosité sur les marchés pétroliers.

Selon plusieurs analystes, une victoire du candidat démocrate Joe Biden, favori des sondages, serait de nature à faire monter les prix à court terme du fait de son projet de limiter l'exploitation du pétrole de schiste dans le pays.

ARABIE SAOUDITE

Le bénéfice de Saudi Aramco plonge de 44,6% au 3^e trimestre

Le bénéfice net d'Aramco a plongé de 44,6% au troisième trimestre 2020 par rapport à la même période l'année dernière en raison de la baisse de la demande et des prix liée à la crise du coronavirus, a annoncé mardi le géant pétrolier saoudien.

"Le revenu net pour le troisième trimestre 2020 s'est établi à 44,21 milliards de riyals (environ 10 milliards d'euros) contre quelque 18 milliards d'euros pour le même trimestre 2019, a précisé l'entreprise publique dans un communiqué publié sur le site de la Bourse saoudienne.

Saudi Aramco a expliqué que ces résultats "reflètent principalement l'impact de la baisse des prix du pétrole brut et des volumes vendus" en période de pandémie de Covid-19 qui a ralenti l'économie mondiale.

Le bénéfice net de la société pour les neuf premiers mois de cette année a également baissé de 48,6%, à quelque 30 milliards d'euros, a ajouté la société.

Les résultats d'Aramco pour la période de juillet à septembre ont montré une amélioration par rapport au deuxième trimestre, où elle avait enregistré un bénéfice de 5,6 milliards d'euros.

"Nous avons vu les premiers signes d'une reprise au troisième trimestre grâce à l'amélioration de l'activité économique, malgré les mauvaises conditions auxquelles sont confrontés les marchés mondiaux de l'énergie", a déclaré Amin Nasser, directeur général d'Aramco, dans le communiqué.

Malgré la situation, Aramco s'est engagée à verser des dividendes de 16 milliards d'euros aux actionnaires pour le troisième trimestre - un montant qui dépasse le bénéfice déclaré, selon Amin Nasser.

Le géant de l'énergie se prépare à une éventuelle nouvelle vague d'infections au coronavirus qui pourrait avoir un impact sur une tentative de reprise économique mondiale et éroder la demande de brut dans le monde entier, selon les analystes.

L'Arabie Saoudite, premier exportateur mondial de pétrole brut, a été durement touchée par le double choc de la pandémie et de la baisse des prix de l'or noir.

CONGO

Total garde la gestion d'un terminal pétrolier pour 20 ans

Le groupe pétrolier français Total a renouvelé pour vingt ans son contrat de gestion du plus important terminal pétrolier qui centralise, au large de Pointe-Noire, l'ensemble de la production de la République du Congo avant exportation, a annoncé mardi le PDG de Total Patrick Pouyanné.

"On s'est mis d'accord pour renouveler la concession du Terminal de Djeno qui est un ancrage historique de Total au Congo, pour 20 années de plus", a déclaré M.

Pouyanné, à sa sortie d'une audience avec le président Denis Sassou Nguesso à Oyo (nord).

"Au Congo, l'histoire de Total va continuer en bonne confiance avec les autorités des pays", s'est-il félicité.

Selon Jean-Marc Thystère Tchicaya, ministre congolais des Hydrocarbures, le premier accord qui liait les deux parties devrait prendre fin le 18 novembre.

Jusque-là, Total détenait 63% des parts dans la gestion du Terminal contre 37% pour le groupe italien Eni. Ce contrat est conclu alors que l'Etat congolais est à la recherche de nouvelles sources de revenus après la baisse de 50% de ses recettes budgétaires et la longue attente d'un financement du Fonds monétaire international.

Selon les nouvelles dispositions du contrat, la gestion sera désormais assurée par un consortium qui intègre désormais l'Etat congolais.

"Le Terminal sera partagé entre diverses sociétés et Total sera un des principaux actionnaires.

La République du Congo aura sa part ainsi que les autres opérateurs tels que Eni et Perenco", a expliqué M. Pouyanné à la presse.

Le Terminal de Djeno rassemble toutes les cargaisons venant des différents champs pétroliers du Congo avant leur exportation.

Opérationnel depuis 1972, il traite officiellement environ 220.000 barils par jour.

APB

Les prix du pétrole en hausse avec l'espoir d'une décision de l'Opep+

Les prix du pétrole ont repris de la hauteur lundi après une mauvaise semaine et un début de journée en nette baisse, avec les espoirs d'un assouplissement de la politique de l'offre de l'Opep+ alors que la demande est plombée par les nouveaux confinements.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, dont c'était le premier jour de cotation, a gagné 2,71% ou 1,03 dollar par rapport à la clôture de vendredi, à 38,97 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour décembre a gagné 2,84% ou 1,02 dollar, à 36,81 dollars.

Les cours du brut "ont rebondi après des rumeurs indiquant que la Russie a proposé de retarder la hausse de la production (de pétrole) de l'Opep+", a commenté Fawad Razaqada, analyste de ThinkMarkets. "On s'imaginait bien que les baisses de la semaine dernière allaient retenir leur attention et c'est ce qui est arrivé", a indiqué John Kilduff, d'Again Capital.

Pour Gary Cunningham chez Tradition Energy, le rebond des cours de l'or noir "est une réaction aux commentaires de certains des membres de l'Opep+ qui envisagent de retarder l'augmentation de la pro-

duction pour soutenir le marché".

Une rencontre entre Alexandre Novak, le ministre russe de l'Énergie, et les dirigeants des groupes pétroliers du pays devait se tenir lundi "avec à l'ordre du jour l'accord de l'Opep+", a indiqué une source au sein du secteur pétrolier russe citée par l'agence de presse publique Ria Novosti, mais aucune décision n'a filtré. Cette éventuelle prolongation d'une limitation de la production "reste néanmoins un point d'interrogation", souligne Gary Cunningham. "Certains pays comme l'Arabie

Saoudite n'indiquent peut-être pas publiquement qu'ils vont continuer à restreindre la production mais en discutent derrière les portes closes", a-t-il poursuivi ajoutant que la Russie avait "pris une position plus claire, un des ministres ayant indiqué qu'ils considéraient étendre les limitations de production au-delà de la période actuelle".

Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, via l'accord Opep+, ont prévu normalement d'augmenter leur production commune de 1,9 million de barils par jour au 1er janvier.

RÉGION MENA

Les envois de fonds devraient reculer de 8% en 2020 et 2021 (BM)

Les envois de fonds devraient reculer de 8% dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) en 2020 et 2021, selon les estimations de la note d'information de la Banque mondiale (BM) sur les migrations et le développement publiée récemment.

A l'échelle mondiale, les envois de fonds des travailleurs migrants vers leurs pays d'origine devraient reculer de 14 % d'ici 2021 par rapport aux niveaux d'avant la pandémie en 2019. Les transferts d'argent vers les pays à revenu faible et intermédiaire devraient se replier à 508 milliards de dollars en 2020, en recul de 7 %, avant de connaître un nouvel effondrement en 2021, à 470 milliards de dollars (- 7,5 %), prévoit encore la Banque.

Selon la BM, ce déclin peut s'expliquer par l'atonie de la croissance économique, l'insuffisance des niveaux d'emploi dans les pays d'accueil des migrants, la faiblesse des cours du pétrole et la dépréciation des monnaies des pays d'origine des transferts d'argent par rapport au

dollar. Malgré le recul attendu, les remises migratoires devraient constituer une source de financement extérieur encore plus importante pour les pays à revenu faible et intermédiaire en 2020.

Ces transferts ont atteint un niveau record de 548 milliards de dollars en 2019, dépassant les investissements directs étrangers (IDE) s'élevant à 534 milliards et l'aide publique au développement (environ 166 milliards).

Les IDE étant appelés à se contracter encore plus nettement, l'écart avec les envois de fonds devrait continuer de se creuser.

Face à cette situation, le nombre de migrants internationaux devrait baisser cette année, à la faveur d'un ralentissement des nouveaux départs et d'une hausse des retours vers les pays d'origine, suite à la levée des mesures nationales de confinement, qui ont bloqué de nombreux migrants dans les pays d'accueil. Par conséquent, les pays d'origine doivent trouver des solutions pour favoriser la réinstallation des migrants de

retour, en les aidant à trouver un emploi ou à créer une entreprise.

L'accélération des migrations de retour risque de déstabiliser les communautés locales qui, dans l'immédiat, sont contraintes d'organiser les quarantaines et, à moyen terme, devront accompagner la recherche de logement et d'emploi et les efforts de réinsertion, souligne la Banque.

Par ailleurs, l'institution financière a appelé à maintenir les canaux de transfert de fonds ouverts, surtout pour les migrants à faible revenu qui envoient de petites sommes d'argent chez eux tout en les encadrant et en allégeant temporairement les normes et les règles. Elle a souligné l'impératif de renforcer les réglementations concernant l'argent mobile et des systèmes d'identité, ce qui contribuerait à améliorer la transparence des transactions. Enfin, pour faciliter les transferts numériques, la Banque recommande d'améliorer l'accès aux comptes bancaires des fournisseurs de services mobiles, des personnes à l'origine de l'envoi de fonds et des bénéficiaires.

TISSEMSILT

Distributions de livres sur la religion

Plus de 3.000 livres sur la religion ont été distribués jeudi aux mosquées, zaouias et établissements culturels et culturels de la wilaya de l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui, a-t-on appris auprès de la direction des affaires religieuses et wakfs.

Ce lot de livres religieux, don du ministère des Affaires religieuses et Wakfs, est distribué à plus de 80 mosquées et trois zaouias outre la maison de la culture du chef-lieu de wilaya et des bibliothèques communales.

L'opération qui s'achèvera avant le week-end prochain porte sur la fourniture de livres de Hadith, sur l'histoire des prophètes et sur la civilisation arabomusulmane, a-t-on fait savoir.

Il est prévu le lancement, dans les prochaines semaines, de l'opération de distribution d'autres lots de livres du Coran et d'ouvrages religieux aux associations religieuses et culturelles de la wilaya.

Par ailleurs, la direction des affaires religieuses et wakfs devra équiper bientôt 45 mosquées de la wilaya de tapis, d'appareils de chauffage et de tablettes portant orientations concernant la prévention contre la pandémie du coronavirus.

AIN TÉMOUCHENT

10 personnes atteintes d'asphyxie

Les éléments de la protection civile sont intervenus jeudi dans la commune de Aougbellil (Ain Témouchent) pour secourir dix personnes atteintes d'asphyxie dans une douche, a-t-on appris du directeur de wilaya de ce corps, le commandant Mourad Bensalem.

Les premiers soins ont été prodigués à ces personnes dont six femmes et quatre enfants, âgés entre 5 et 43 ans, sur place avant de les transférer vers les urgences médicales à l'établissement public hospitalier "Ahmed Medeghri" d'Ain Témouchent, a-t-on indiqué.

Sept ambulances et un camion d'extinction ont été mobilisés pour cette opération.

Une équipe de Sonelgaz, qui s'était rendu sur les lieux avait confirmé qu'il n'y a pas de fuite de gaz.

ORAN

Formation pour les non voyants

La Fédération d'Oran de l'Organisation nationale des aveugles algériens a créé dernièrement un atelier pour la formation des non voyants dans le recyclage des déchets de bois pour la production de décors et des articles de ménage, a-t-on appris du président de cette organisation, Lahouali Mohamed.

Cette expérience a été lancée il y a deux mois au niveau du siège de l'ex Entrepris nationale de brosses (ENABROS), sis au quartier "El-Menaouer", en partenariat avec un groupe de volontaires, a indiqué Lahouali Mohamed, signalant que cet atelier a permis de créer trois emplois et de former quatre stagiaires dans le domaine du recyclage du bois utilisé.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

6 décès et 295 blessés en 48 heures

Six (6) personnes ont trouvé la mort et 295 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, durant les dernières 48 heures, indique lundi un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

En sus des accidents de la route, deux (2) autres décès par asphyxie, à la suite de l'inhalation de gaz toxiques, ont été enregistrés à Annaba et Tizi-Ouzou, et concernant deux hommes âgés de 59 et 33 ans, précise la même source.

En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 7 autres personnes incommodes par le monoxyde de carbone (Co), émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain dans les wilayas de Constantine et Bouira.

Les moyens de la Protection civile ont également été sollicités pour l'extinction de 9 incendies urbains, industriels et divers, survenus dans les wilayas d'Oum el Bouaghi,

Mascara, Tipaza, Bejaia, Chlef, Tiaret et Oran.

A la suite de l'incendie d'un compteur électrique ayant eu lieu à la cite 70 logements, commune de Meskiana (Oum el Bouaghi), 10 personnes, incommodes par la fumée qui s'en est échappée, ont été évacuées vers l'hôpital local, après avoir reçu les premiers soins sur place, ajoute-t-on.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 72 opérations de sensibilisation à travers 3 wilayas (65 communes), appelant les citoyens à la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique.

En outre, 82 autres opérations de désinfection générale ont été menées dans 13 wilayas (46 communes), ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, sachant que pour les deux actions, 221 agents, tous grades confondus, 26 ambulances et 27 engins ont été mobilisés, conclut la DGPC.

DROGUE

Oran : démantèlement de deux réseaux de trafic international de stupéfiants

La brigade de recherches et d'investigations (BRI), relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran a démantelé, deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic international de stupéfiants et opéré la saisie de 25,5 kilos de résine de cannabis, a-t-on appris mardi, lors de la présentation de ces deux affaires distinctes, au niveau du siège de ce corps de sécurité.

Une quantité de 9.750 comprimés de psychotropes et une somme de 5,56 millions de dinars, issue des revenus de ce trafic illicite, ont été également saisies, ainsi que 8 véhicules utilisés dans le transport et le stockage des marchandises prohibées et 23 téléphones mobiles.

Ces deux opérations ont été enclenchées suite à l'exploitation d'informations indiquant que des membres de deux réseaux actaient dans la commercialisation de la drogue, a indiqué la même source, ajoutant que la surveillance de ces individus ont abouti à l'arrestation de 15 personnes.

Lors de la première opé-



ration, les enquêteurs ont arrêté les membres de l'un des deux réseaux, composé de 9 personnes, âgées entre 25 et 45 ans, et saisi 25,5

kilos de résine de cannabis pure, une somme de 2,69 millions de dinars, 4 véhicules et 13 téléphones mobiles, a-t-on précisé.

Les éléments du deuxième réseau, composé de 6 personnes, âgées entre 25 et 45 ans également, dont des repris de justice, ont été arrêtés lors de la seconde opération, ainsi que la saisie de 9.750 comprimés de psychotropes, une somme de 2,87 millions de dinars et 10 téléphones mobiles.

Accusés de trafic international de stupéfiants, dans le cadre de bandes criminelles organisées, de transport et de stockage de drogue, d'atteinte à l'économie nationale et à la santé publique, ainsi que de blanchiment d'argent, les 15 individus seront présentés devant la justice, a-t-on ajouté.

EMIGRATION CLANDESTINE

Mostaganem : mise en échec de deux tentatives d'émigration clandestine

Deux tentatives d'émigration clandestine ont été déjouées dans les 24 dernières heures au large des côtes de Mostaganem et 25 personnes ont été arrêtées, a-t-on appris lundi auprès des services de la Sûreté de wilaya.

Les individus arrêtés sont âgés entre 23 et 42 ans et issus des wilayas de Mostaganem, Skikda, Bejaia, Tizi Ouzou, Blida et Alger.

Ils s'apprétaient à quitter le territoire national via la mer avant d'être interceptés par les unités de plongées

des garde-côtes. Le premier groupe de 14 individus, dont trois mineurs, était à bord d'une embarcation dotée d'un moteur au nord du port.

Ils ont pris le départ de la plage de Sonacter dans la commune de Mostaganem, a-t-on fait savoir.

Les unités des garde-côtes ont intercepté, au même endroit, un second groupe de 11 individus à bord d'un bateau de pêche doté d'un moteur de 40 chevaux (CV), alors qu'il s'apprétrait à quitter la terre ferme

depuis la plage de Sidi El Mejdoub dans la commune éponyme.

Les personnes arrêtées ont été remises aux services de police.

Après avoir complété les formalités légales d'usage, elles ont été présentées au procureur de la République près du tribunal de Mostaganem, qui a instruit un dossier judiciaire à leur encontre pour le chef d'inculpation de tentative de quitter clandestinement le territoire national par mer, a-t-on souligné.

SOLIDARITÉ

Association "Kafil El Yatime" de Blida : distribution de 4.200 trousseaux scolaires aux orphelins

L'association caritative "Kafil El Yatime" de Blida a procédé à la distribution de 4.200 trousseaux scolaires à des orphelins scolarisés dans les trois paliers de l'enseigne-

ment, et pris en charge par elle, a-t-on appris, jeudi, auprès de son président Ali Chaouati.

"Nous avons procédé à la distribution de 4.200 trousseaux avec toute les fournitures scolaires nécessaires, au profit d'orphelins scolarisés", a indiqué à l'APS M.Chaouati, en marge de la cérémonie de célébration du Mawlid Ennabaoui Acharif et du 66ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération.

Il a ajouté que le but visé par cette opération initiée à chaque rentrée scolaire par l'association est de "dessiner la joie sur le visage des orphelins, tout en réduisant les charges financières des mères-veuves au revenu limités", a-t-il expliqué, exprimant ses "remerciements à tous les bienfaiteurs ayant soutenu cette initiative", a-t-il dit.

En guise d'encouragement aux orphelins adhérents à cette association, pour réussir dans leurs études, l'association "Kafil El Yatime" a, également, tenu au début de cette année scolaire, à la distinction des élèves lauréats dans les trois cycles éducatifs, dans une ambiance festive, rehaussée par la fierté de leurs mères. Cette initia-

tive, devenue désormais une tradition, s'inscrit dans le cadre "des efforts consentis par l'association pour encourager les orphelins à réussir dans leurs études et garantir leur avenir, tout en ancrant l'amour de la patrie et la loyauté envers le pays chez les générations montantes", a souligné M.Chaouati.

La cérémonie, abritée par la salle des conférences du siège de la wilaya, en présence du wali Kamel Nouisser, d'élus locaux, de présidents d'associations et de membres de la société civile, a donné lieu à la distinction d'un nombre de bénévoles de cette association, en leur décernant des médailles avec le titre "Serveur de l'orphelin".

Des chants religieux ont été, également, animés à l'occasion par l'association "El Anouar" de Tlemcen, outre des représentations théâtrales mettant en scène les sacrifices consentis par les héros de l'Algérie pour libérer le pays du joug colonial, accompagnés par les youyous des mères des petits comédiens en herbe et des applaudissements de l'assistance.

UE - ENVIRONNEMENT

Des militants pour le climat fustigent la nouvelle politique agricole commune (PAC)

Une centaine de jeunes militants pour le climat ont adressé une lettre aux dirigeants des institutions de l'Union européenne (UE) dans laquelle ils fustigent la nouvelle politique agricole commune (PAC) de l'UE.

La lettre, qui a été publiée en ligne dimanche et a été déjà signée par plus de 50.000 personnes, est "une condamnation de la décision du Parlement européen d'adopter la nouvelle PAC", relèvent les jeunes activistes écologistes, estimant que la politique agricole commune réformée "n'est pas alignée sur les objectifs de l'Accord de Paris".

Les jeunes militants pour le climat soulignent qu'à travers la nouvelle PAC, l'UE "trahit à la fois ses engagements envers l'Accord de Paris et envers la justice et la démocratie".

Ils rappellent ainsi que ces dernières années, l'UE a fait de nombreuses promesses en matière climatique: "Par exemple, celle de diminuer les émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la "neutralité climatique" d'ici 2050.

Où la promesse faite à Paris de limiter l'augmentation de la



température moyenne mondiale à un niveau bien inférieur à 2 degrés". Les jeunes militants pour le climat exigent le retrait de la nouvelle PAC qui encourage, selon eux, "des pratiques agricoles nuisibles, qui contribuent à la diminution de la fertilité des sols et à la perte de biodi-

versité, au lieu d'encourager des solutions durables".

La militante écologiste Greta Thunberg a également exprimé sa déception quant à la nouvelle politique agricole commune adoptée par le Parlement européen, jugeant qu'elle "alimente la destruction écologique".

"Onze mois après que le Parlement européen a déclaré l'urgence climatique, ce même parlement a voté la poursuite d'une politique agricole qui, en résumé, alimente la destruction écologique avec près de 400 milliards d'euros", a-t-elle écrit dans un message sur Facebook.

Les députés européens ont adopté le 23 octobre la nouvelle politique agricole commune de l'UE qui se veut, selon eux, "plus verte et plus résiliente aux crises". Les eurodéputés devront désormais négocier avec les Etats membres et la Commission européenne et trancher d'ici début 2021 sur les règles de la PAC, qui s'appliqueront à partir de janvier 2023.

La PAC représente 34,5% du budget de l'UE pour 2020 (58,12 milliards d'euros).

Près de 70% du budget de la PAC soutient les revenus de six à sept millions d'exploitations agricoles de l'UE.

TURQUIE

Une fillette de 4 ans retirée des décombres 91 heures après le séisme d'Izmir

Une fillette de quatre ans ensevelie sous les décombres a été secourue mardi dans l'ouest de la Turquie 91 heures après le puissant séisme qui a frappé cette région faisant plus de 100 morts, selon le maire de la ville d'Izmir. "Nous avons assisté à un miracle de la 9^{ème} heure. Les secouristes ont extirpé Ayda, âgée de quatre ans, en vie", a déclaré le maire, Tunc Soyer sur Twitter.

Des médias ont vu les sauveteurs évacuer la fillette sous les applaudissements, dans le district de Bayraklı durement frappé par le tremblement de vendredi. Le bilan des victimes du séisme qui a frappé l'ouest de la Turquie a atteint les 100 morts mardi, selon l'autorité gouvernementale turque des situations de catastrophe (Afad). Le séisme de magnitude 6,6 sur l'échelle de Richter survenu vendredi a également blessé 994 personnes, dont 147 sont encore à l'hôpital, a ajouté l'Afad.

SRI LANKA

Quelque 120 "dauphins-pilotes" sauvés après avoir échoué

La marine et des volontaires ont secouru 120 "dauphins-pilotes" échoués sur la côte ouest du Sri Lanka et deux sont morts lors du plus important échouage de ce type jamais enregistré dans ce pays, ont annoncé les autorités. Des matelots, des gardes-côtes ainsi que des bénévoles ont réussi, mardi à l'aube, à remettre à l'eau au moins 120 globicéphales à l'issue d'une opération de sauvetage exténuante, a déclaré Indika de Silva, porte-parole de la marine.

Ce banc de cétacés avait échoué lundi après-midi sur une plage de Panadura, à 25 kilomètres au sud de Colombo, la capitale de cette île de l'océan Indien. "Nous avons utilisé notre petit bateau de patrouille pour ramener les baleines une par une dans des eaux plus profondes", a déclaré M. de Silva cité par l'agence AFP. "Malheureusement, deux baleines sont mortes des blessures subies au moment où elles ont échoué." Les autorités du Sri-Lanka redoutaient une hécatombe semblable à celle qui s'est produite en Tasmanie en septembre. Sur les 470 "dauphins-pilotes" échoués, seuls quelque 110 cétacés avaient pu être sauvés à l'issue de plusieurs jours d'efforts intenses des sauveteurs australiens. L'Autorité de protection de l'environnement marin du Sri Lanka (MEPA) a confirmé que cet échouage de cétacés est le plus important jamais enregistré dans le pays. "Il est très inhabituel qu'une population si importante atteigne nos côtes", a déclaré le responsable de la MEPA, cité par l'agence AFP, Dharshani Lahandapura, précisant que les raisons d'un tel événement ne sont pas connues. "Nous pensons que ce sont les mêmes que lors de l'échouage massif en Tasmanie en septembre".

Les globicéphales, qui peuvent atteindre jusqu'à six mètres de long et peser une tonne, sont des animaux très sociables. Les causes de leurs échouages en grand nombre reste à ce jour inconnu, en dépit d'études menées pendant des décennies par les scientifiques.

APS

INDE - ENVIRONNEMENT

30 villes face à un risque accru de pénurie d'eau

Trente villes indiennes, dont Jaipur, Amritsar, Kolkata, Mumbai et Kozhikode, font face à une augmentation des risques liés à la pénurie de l'eau, alors que des mesures urgentes devraient être prises pour atténuer et s'adapter aux changements climatiques, selon une étude du Fonds mondial pour la nature (WWF).

"Des actions fondées sur la nature telles que la restauration des bassins versants urbains et des zones humides pourraient offrir des solutions tangibles.

C'est notre chance de réinventer et de réimaginer ce que l'avenir des villes pourrait être", a déclaré à la presse le directeur de programme du WWF Inde, Sejal Worah.

L'initiative des villes intelligentes en Inde pourrait offrir un cadre de gestion intégrée de l'eau en milieu urbain combinant planification urbaine, restauration des écosystèmes et conservation des zones humides pour construire des villes prêtes pour l'avenir et résilientes au climat, a-t-il estimé.

L'engagement impliquant les communautés locales s'avère essentiel pour créer et conserver des infrastructures hydrauliques durables et rajeunir les systèmes d'eau douce urbains, explique le responsable indien. Les entreprises du secteur privé et les institutions financières ont également un rôle capital à jouer dans la réduction des risques liés à l'eau dans le cadre de leurs

opérations et activités, note M. Worah.

Alors que les crises de l'eau sévissent déjà dans de nombreuses villes du monde, les nouveaux scénarios de risques liés à l'eau du WWF estiment que des centaines de millions de personnes dans les villes du monde entier pourraient être en danger.

Les 100 villes qui devraient souffrir le plus en raison de l'augmentation du risque lié à l'eau d'ici 2050 abritent au moins 350 millions de personnes, y compris d'importantes économies nationales et mondiales.

A l'échelle mondiale, le taux des populations vivant dans des zones à haut risque hydrique pourraient passer de 17% en 2020 à 51% d'ici 2050, fait savoir le WWF.

AMÉRIQUE CENTRALE

Nicaragua : l'ouragan Eta passe en catégorie 4, le nord de l'Amérique centrale en alerte

Le puissant ouragan Eta s'est renforcé lundi sur les eaux chaudes de la mer des Caraïbes, passant en catégorie 4, et s'approche lentement des côtes du Nicaragua, mettant en alerte le nord de l'Amérique centrale.

Eta est passé en catégorie 4, avec des vents maximums compris entre 210 et 249 km/h, a annoncé le NHC, le Centre américain de surveillance des ouragans.

Le Nicaragua, où Eta devrait toucher terre mardi, est en état d'alerte, ainsi que le Salvador et le Honduras voisins, qui s'attendent à des pluies diluviennes.

Le NHC prédit des "vents catastrophiques, des inondations soudaines et des glissements de terrain" dans ces trois pays du nord de l'Amérique cen-

trale. L'œil du cyclone se situait vers 22H00 GMT à environ 225 km au nord-est de Bilwi, sur la côte nicaraguayenne, sur la trajectoire de l'ouragan qui se déplace à quelque 15 km/h. Les autorités nicaraguayennes ont intensifié les préparatifs de prévention dans les villes et régions indigènes sur la côte nord-est du pays où vivent plus de 80.000 personnes.

Les habitants des îlots Miskitos, au large de la côte caraïbe du nord du Nicaragua, ainsi que les indigènes vivant dans les zones côtières près de la frontière avec le Honduras, soit "plus de 3.000 familles" au total, ont été évacués dimanche, a annoncé la vice-présidente nicaraguayenne Rosario Murillo. Les autorités ont égale-

ment acheminé sur zone 88 tonnes de vivres ainsi que des équipes de la protection civile. L'ouragan devrait atterrir mardi matin sur la côte nord-est du Nicaragua avant de perdre probablement de la puissance en rencontrant des zones montagneuses, selon les prévisions de la météo.

De fortes rafales de vent signalaient déjà lundi matin l'approche de l'ouragan sur la côte nord du Nicaragua, placée en alerte rouge (maximum).

Les autorités craignent des inondations côtières, avec des vagues de plus de deux mètres, ainsi que des dégâts causés aux habitations par le vent.

"Les constructions des habitations sont très légères" dans cette région, a souligné le direc-

AFRIQUE DU SUD

7 personnes tuées par des individus armés au Cap

Sept personnes ont été tuées, lundi, par un groupe inconnu dans le district de Gugulethu, à quelques kilomètres de la ville sud-africaine du Cap, a indiqué la police.

Citant des rapports préliminaires, la police précise que trois femmes et quatre hommes ont été tués par des hommes inconnus et que deux personnes ont été éga-

lement blessées et emmenées à l'hôpital.

Des détectives du crime organisé du Cap-Occidental ainsi que d'autres experts en scène de crime s'étaient rendus sur les lieux pour rassembler des preuves, souligne la même source, notant que le motif de la fusillade n'était pas encore clair.

Des chiffres officiels publiés en juillet

dernier ont montré que les crimes graves, en particulier les meurtres, ont continué d'augmenter dans le pays durant l'exercice 2019-2020.

En moyenne, l'Afrique du Sud enregistre 58,4 meurtres par jour, soit un taux de 35,8 meurtres pour 100.000 personnes, selon le dernier recensement démographique.

SANTÉ - ALGÉRIE

EQUIPEMENTS

APW de Tizi-Ouzou : acquisition de 12 générateurs d'hémodialyse

Douze générateurs d'hémodialyse ont été acquis par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou au profit d'établissements publics hospitaliers (EPH), a indiqué lundi le président de la commission Santé, hygiène et protection de l'environnement (SHPE) de cette institution élue, Hachimi Radjef.

L'acquisition des 12 générateurs a pour but de "renouveler les appareils vétustes ou à l'arrêt" des services d'hémodialyses de certains hôpitaux de la wilaya qui ont exprimé un besoin en la matière et d'améliorer la prise en charge de malades atteints d'insuffisance rénale, a souligné M. Radjef. Le président de la commission SHPE a précisé que cette initiative a vu le jour suite à une demande pressente de la directrice de l'EPH d'Azazga qui avait sollicité l'APW pour le renouvellement des appareils "vétustes" de cet établissement de santé.

L'APW, en sa qualité d'organe délibérant a voté sur le budget primitif 2019, une subvention de 30 millions de DA pour l'achat de 12 générateurs d'hémodialyse.

La procédure d'acquisition de ce matériel a été lancée par l'administration (l'orga ne exécutant) et l'opération a abouti dernièrement, a-t-il indiqué. Sur ces 12 générateurs, six ont été remis à l'EPH d'Azazga, quatre au centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohamed qui "subit une énorme pression depuis la pandémie de la Covid-19 et dont quatre générateurs tombés en panne ne sont pas fonctionnels et n'ont pu être réparés faute de disponibilité de pièces de rechange" et les deux restants à l'EPH de Draâ El Mizan, a-t-on ajouté de même source.

OUARGLA

Caravane de sensibilisation sur le dépistage précoce du cancer

Une caravane de sensibilisation sur le dépistage précoce des cancers du sein et du col de l'utérus sera lancée prochainement en direction de la femme rurale, dans les zones enclavées et les zones d'ombre, a-t-on appris mardi auprès de l'association des sages-femmes d'Ouargla "Manbae El-Hayet".

Placée sous le signe de "Examen précoce pour vaincre le cancer", cette caravane, prévue du 7 novembre au 12 décembre prochain et supervisée par l'établissement public de santé de proximité d'Ouargla, vise la sensibilisation de la femme sur le dépistage précoce des cancers du sein et du col de l'utérus en vue d'éviter les risques d'aggravation des cas, a expliqué la présidente de l'association précitée, Wassila Bennoui.

Encadrée par un staff médical et paramédical composé d'un praticien spécialiste, deux sages-femmes et deux infirmières, cette caravane ciblera plus de 300 femmes à travers les zones rurales d'Ain El-Beida et Aouinet-Moussa (daïra de Sidi-Khouiled), dans une première phase.

Elle se poursuivra au niveau des polycliniques des quartiers Boudraâ et Sokra (commune de Rouissat), avant de boucler son périple au niveau du quartier de Said-Otha (commune d'Ouargla).

Une caravane similaire menée dernièrement dans la localité d'Oum-Raneb (commune de Sidi-Khouiled) a touché 30 femmes seulement, soit un nombre "faible" par rapport aux initiatives précédentes, a relevé Mme. Bennoui.

La prochaine caravane sera menée dans le strict respect des mesures préventives contre la pandémie du Covid-19 par souci de protéger la santé de la femme ainsi que des corps médical et paramédical, a-t-elle souligné.

405 nouveaux cas, 194 guérisons et 9 décès

Quatre cent cinq (405) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 194 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 58.979 dont 405 nouveaux cas, soit 0,9 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1989 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 40771, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 15 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 11 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 43 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également



fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épi-

démiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène

et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du

GRIPPE

Lancement mardi de la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière (ministère)

La campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière sera lancée mardi et s'étalera sur toute la période automne-hiver, indique lundi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, soulignant la disponibilité du vaccin au niveau des établissements publics de santé et des officines.

Tout en précisant que "chaque hiver, la grippe saisonnière affecte des milliers de personnes en Algérie", le ministère de la Santé rappelle que "le moyen le plus efficace" de se prémunir des complications de cette grippe demeure la vaccination.

Celle-ci est fortement recommandée aux groupes de population à risque élevé de complications comme les personnes âgées de 65 ans et plus, les adultes et enfants présentant une pathologie chronique et celles souffrant de cardiopathies, d'affections pulmonaires chroniques, métaboliques (diabète, obésité, etc), d'affections rénales et celles atteintes d'immunodéficience acquise ou congénitale.

Dans ce registre de pathologies, sont

notamment concernés par la vaccination les patients transplantés ou ceux atteints de néoplasie sous-jacente, d'infection au VIH, d'asplénie et de drépanocytose, tout comme les femmes enceintes et les professionnels de la santé.

Le ministère de la Santé a fait observer que la vaccination contre la grippe saisonnière doit être renouvelée chaque année pour toutes ces personnes à risque, dans la mesure où le virus de la grippe subit des modifications à chaque saison grippale, tout en assurant la disponibilité du vaccin dans les centres vaccinateurs habituels relevant des établissements publics de santé où il sera administré gratuitement. Le vaccin est également accessible au niveau des officines et est remboursable par la sécurité sociale pour les personnes âgées et les malades chroniques, précise la même source. "Chacun doit adopter les gestes barrières que sont le lavage régulier des mains avec de l'eau et du savon, la friction avec du gel hydro-alcoolique, la limitation des contacts pour les malades, le port de masque et la distanciation physique", note le ministère de la Santé, tout



en précisant que ces mêmes gestes sont également préconisés pour une protection efficace contre la Covid-19. La grippe saisonnière est une infection respiratoire due au virus grippal ou virus "Influenza".

Elle est caractérisée par sa haute contagiosité et par sa gravité chez les personnes fragilisées par une maladie chronique ou par l'âge, chez qui elle provoque des complications sévères pouvant aboutir à des décès.

EHU D'ORAN

Plus de 4.200 cas positifs à la Covid-19

Plus de 4.200 cas positifs à la Covid-19 ont été enregistrés au niveau de l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) "1er novembre 1954" d'Oran depuis le début de la pandémie, a-t-on appris lundi dans un communiqué de la cellule de communication de cet établissement de santé publique.

Depuis mars dernier, 3.900 personnes ont été testées positives à la Covid-19 grâce à la technique Réaction en chaîne par polymérase (PCR) et 320 autres personnes au scanner, a-t-on précisé de même source, soulignant que durant la même période, plus de 21.000 consultations, plus de 11.000 tests PCR ont été effectués. Il s'agit des patients traités au niveau des dix services de l'EHU d'Oran



mobilisés pour la prise en charge du Covid-19, a précisé la même source, ajoutant que l'ouverture de l'hôpital de Haï En-Nedjma (240 lits) a renforcé la prise en charge des malades du coronavirus

et allégé la pression sur l'EHUO. L'hôpital de Haï En-Nedjma a été mis à la disposition de la Direction de l'EHU d'Oran qui a détaché une équipe médicale, paramédicale et administrative pour

prendre en charge les patients atteints du Covid-19, a-t-on précisé, affirmant que cet établissement est toujours à la disposition de l'EHUO pour la prise en charge de cas de Covid-19.

L'EHUO, un des deux centres Covid-19 d'Oran, a mis en place dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus "une stratégie rationnelle et bien planifiée qui a permis, d'un côté, de fournir les meilleurs soins possibles aux patients atteints de la Covid-19 et, de l'autre, de maintenir toujours les autres activités de l'hôpital et de reprogrammer les activités non urgentes de manière à garantir la sécurité des patients et des équipes soignantes de l'établissement.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE Au moins 1.206.525 décès

La pandémie de coronavirus (Covid-19) a fait au moins 1.206.525 décès dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Plus de 46.958.530 cas d'infection ont été également diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 31.166.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de lundi, 6.148 nouveaux décès et 498.791 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 559 nouveaux morts, l'Inde (490) et l'Argentine (483).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 231.566 décès pour 9.293.284 cas recensés, selon le compte de l'université Johns Hopkins.

Au moins 3.674.981 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les



Les pays les plus touchés sont le Brésil avec 160.253 morts et 5.554.206 cas, l'Inde avec 123.097 morts (8.267.623 cas), le Mexique avec 92.100 morts (933.155 cas), et le Royaume-Uni avec 46.853 morts (1.053.864 cas).

Parmi les pays les plus

durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 105 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (102), l'Espagne (78), le Brésil (75).

La Chine (sans les terri-

toires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 86.070 cas (49 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.634 décès et 81.045 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mardi à 11H00 GMT 403.344 décès pour 11.326.222 cas, l'Europe 283.829 décès (10.975.318 cas), les Etats-Unis et le Canada 241.768 décès (9.532.353 cas), l'Asie 172.277 décès (10.686.922 cas), le Moyen-Orient 60.980 décès (2.602.606 cas), l'Afrique 43.386 décès (1.805.266 cas), et l'Océanie 941 décès (29.851 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

FRANCE 418 morts en 24 heures

Le nombre de décès liés au Covid-19 en France a fortement progressé au cours des dernières 24 heures, à 418, portant le total à plus de 37.435 depuis

le début de l'épidémie, selon les chiffres de Santé publique France lundi.

Le nombre de malades du coronavirus en réanimation ou en soins

intensifs a aussi fortement augmenté, avec 430 nouvelles admissions en 24 heures, portant le total à 3.721 patients.

Le Conseil scientifique prévient contre "plusieurs vagues successives" de l'épidémie

Le Conseil scientifique, instance mise en place pour éclairer le gouvernement français dans la gestion de la crise sanitaire du Covid-19, a prévenu dans son dernier avis contre "plusieurs vagues successives" de l'épidémie durant la fin de l'hiver et le début du printemps 2021, en fonction de différents éléments.

Dans son dernier avis mis en ligne ce week-end est daté du 26 octobre, le Conseil scientifique, présidé par l'immunologue François Delva, estime "probable" que les mesures mises en place par le gouvernement "mène optimisées ne suffiront pas pour éviter d'autres vagues, après la deuxième". "Il est très difficile de prévoir

combien de temps va durer la 2e vague, car cela dépend du virus lui-même, de son environnement climatique, des mesures qui vont être prises pour limiter la circulation du virus, de leur acceptation et donc de leur impact", écrit le Conseil scientifique, composé d'une quinzaine de spécialistes.

Dans l'hypothèse d'une sortie de deuxième vague en fin d'année ou début de 2021, le Conseil estime que cette sortie "devrait s'accompagner d'un retour de la circulation du virus à un niveau très contrôlé (5.000 à 8.000 nouvelles contaminations par jour maximum)".

"On entre ainsi dans la gestion de vagues successives de recrudescence (non

tributaires d'un caractère saisonnier exclusif) jusqu'à l'arrivée des premiers vaccins et/ou traitements prophylactiques", juge les scientifiques du Conseil, qui préviennent qu'il y a donc devant nous de nombreux mois avec une situation extrêmement difficile.

Pour gérer ces vagues successives, le Conseil évoque une stratégie de type "on/off" avec des mesures de restrictions successives, variables selon les territoires et pour des durées limitées, entrecoupées de mesures plus "libérales" ou encore une stratégie qui consisterait, une fois le contrôle de la circulation du virus rétabli (5000 contaminations par jour), à maintenir le virus à

un taux inférieur à ce seuil, en suivant une stratégie de suppression de la circulation virale comme l'ont effectué plusieurs pays d'Asie, le Danemark, la Finlande et l'Allemagne.

La France a instauré un nouveau confinement national qui court au minimum jusqu'au 1er décembre afin de juguler une deuxième vague pandémique plus virulente, mais cette fois-ci avec une économie qui continue à fonctionner.

Le dernier bilan des autorités sanitaires datant de dimanche fait état de 46.290 nouveaux cas ou confirmés de contamination au Covid-19 et de 231 décès en milieu hospitalier en 24 heures.

PORTUGAL Vers l'état d'urgence sanitaire

Le gouvernement portugais a l'intention de décréter l'état d'urgence sanitaire pour se donner les coudées franches dans ses efforts pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus, a annoncé lundi le Premier ministre Antonio Costa alors que la majeure partie du pays sera reconfinée à partir de mercredi.

"Nous proposons que soit déclaré l'état d'urgence à caractère préventif, pour lever les doutes juridiques", a déclaré le chef du gouvernement socialiste à l'issue d'un entretien avec le président de la République, le conservateur Marcelo Rebelo de Sousa, à qui il revient de déclarer l'état d'urgence après consultation du Parlement.

L'exécutif veut notamment s'assurer

qu'il peut légalement restreindre la liberté de circulation, instaurer des contrôles de température ou réquisitionner des employés des secteurs public et privé pour lutter contre la pandémie, a expliqué M. Costa devant la presse.

Interrogé sur l'éventuelle imposition d'un couvre-feu, le Premier ministre a affirmé qu'en état d'urgence "rien n'empêchera, si nécessaire, que la circulation n soit limitée entre 23H00 et 06H00, avec des exceptions car certaines personnes travaillent en période nocturne". A partir de mercredi, 7,1 millions de Portugais, soit environ 70% de la population, seront reconfinés pendant au moins deux semaines, avait annoncé samedi soir le Premier ministre. Ce

nouveau confinement sera toutefois moins strict que celui du printemps. Dès que possible, le télétravail deviendra obligatoire mais les écoles resteront ouvertes, ainsi que les restaurants et les commerces, même s'ils devront fermer plus tôt.

Pour éviter les rassemblements traditionnels à la Toussaint, le gouvernement avait déjà interdit jusqu'à mardi les déplacements non justifiés entre municipalités, et le port du masque dans la rue est devenu obligatoire.

Le Portugal, qui a pour la première fois dépassé la semaine dernière la barre des 4.000 nouvelles contaminations quotidiennes, observait lundi une journée de deuil national en hommage à ses 2.544 victimes du Covid-19.

KOSOVO Un couvre-feu partiel réimposé

Le Kosovo a annoncé lundi le retour du couvre-feu pour les personnes âgées et la limitation des horaires des restaurants afin de lutter contre la recrudescence de la pandémie du nouveau coronavirus.

Le gouvernement kosovar est le premier gouvernement des Balkans occidentaux à réimposer des mesures de restriction de la vie sociale qui avaient été en vigueur au début de la pandémie au printemps.

Aux termes de ces mesures, les retraités de plus de 65 ans ne pourront sortir de chez eux qu'entre 6H00 et 10H00 et de 16H00 à 19H00, selon un communiqué de presse du gouvernement du Kosovo, l'un des territoires les plus pauvres d'Europe.

Les centres commerciaux devront fermer à 21H00, de même que les restaurants qui pourront cependant continuer à livrer à domicile au-delà. Les autorités craignent que des services de santé kosovars déjà en piteux état ne s'effondrent si les contaminations se poursuivent au rythme actuel. Plus de 700 personnes sont mortes pour une population d'1,8 million.

Dans la région, la Serbie, la Croatie, la Macédoine du Nord et la Bosnie ont recensé des records de contaminations ces dernières semaines, mais pour l'heure les autorités n'ont pas imposé de nouvelles mesures strictes de confinement.

BULGARIE Des véhicules de police reconvertis en ambulances

Le gouvernement bulgare a décidé de faire appel aux forces de police pour transporter dans les hôpitaux des malades du Covid-19, les ambulances ne suffisant plus face à la virulence de la deuxième vague de la pandémie, ont rapporté lundi, des médias.

Dix minibus de police, dont six dotés d'équipes paramédicales, vont venir en renfort des 25 ambulances publiques en opération à Sofia, a annoncé le ministre de la Santé, Kostadin Angelov, lors d'une conférence de presse. Le décès samedi d'un homme de 33 ans, dont les proches avaient désespérément attendu pendant des heures sa prise en charge par une ambulance, a provoqué une onde de choc sur les réseaux sociaux qui abondaient en témoignages d'accès refusés aux services médicaux. "Les médecins sont épuisés.

Nous sommes en guerre: il faut mobiliser toutes les ressources contre la pandémie", a témoigné la porte-parole du service des Ambulances de Sofia, Katia Soungarska.

Les hôpitaux bulgares, dont de nombreux soignants sont contaminés, ont d'ores et déjà dû solliciter des étudiants en médecine.

Face aux critiques, le ministère de la Santé a également requis la coopération des établissements privés, souvent réticents à accueillir des personnes contaminées par le nouveau coronavirus. "Les hôpitaux privés qui n'appliquent pas le décret ministériel les obligent à consacrer 10% de leurs lits aux malades du Covid-19 ne seront plus financés par la caisse d'assurance maladie", avait averti le ministre de la Santé. Il s'est félicité lundi de l'ouverture de 100 lits supplémentaires dans la capitale.

Par ailleurs, 17 nouvelles ambulances seront mises à disposition d'ici la fin de la semaine, a ajouté le ministre qui négocie également avec une compagnie de taxis pour transporter des malades.

La Bulgarie, qui avait bien maîtrisé la première vague du virus au printemps, est actuellement dépassée par le bond du nombre de nouveaux cas, en hausse de 80% en sept jours, pour un total de 54.000 qui sous-estime probablement la réalité, alors que le pays pratique peu de tests. Confronté à une forte contestation sociale, le gouvernement refuse d'imposer à nouveau un impopulaire confinement. Près de 1.300 décès ont été enregistrés depuis le début de l'épidémie dans ce territoire de sept millions d'habitants.

SYSTÈME IMMUNITAIRE COMMENT IL FONCTIONNE IMMUNITAIRE EN 9 VRAI/FAUX

Le retour de l'automne, accompagné parfois de fatigue et de stress, fragilise nos défenses immunitaires. Sans compter que la vie avec le Covid-19 les met aussi à rude épreuve. Alors on révise nos connaissances sur son fonctionnement pour aider à faire front.

Bactéries, virus, champignons, parasites... notre environnement est riche en microbes en tout genre, susceptibles de nous rendre malades. Heureusement, invisible à nos yeux, notre système immunitaire veille en permanence, de jour comme de nuit. Véritable forteresse entre nous et l'extérieur, il peut repérer tout intrus qui s'aventurerait dans notre organisme et l'éliminer. Sans lui, notre environnement nous serait bien hostile, et notre vie sur Terre, impossible... comme en témoignent les enfants atteints d'un "déficit immunitaire combiné sévère" (SCID-X), appelés communément "enfants-bulles", dont les défenses immunitaires sont si affaiblies qu'ils doivent être protégés de l'extérieur, dans une "bulle".

LE SYSTÈME IMMUNITAIRE FONCTIONNE DÈS LA NAISSANCE

Mais il n'y a pas que les microbes : nos défenses immunitaires ont également le pouvoir de repérer et de détruire tous corps étrangers et cellules n'ayant pas exactement la même identité que les nôtres, comme les cellules tumorales... Fonctionnel dès la naissance, et présent au niveau de tous nos organes, notamment ceux à la frontière entre l'intérieur et l'extérieur du corps (peau, muqueuses, sang, tube digestif), notre système immunitaire est d'une formidable complexité. Il comprend plusieurs types de cellules spécialisées qui patrouillent en permanence dans tout notre corps. Certaines, appelées macrophages, neutrophiles, etc., sont capables de détruire n'importe quel agent pathogène, sans distinction. Alors que d'autres, dits lymphocytes T et B, sont spécifiques d'un "antigène" donné et ne ciblent que celui-ci. Capables de communiquer entre elles et avec d'autres cellules de l'organisme, ces différentes cellules constituent un système de défense très efficace et robuste", s'enthousiasme le Pr Philippe Bouso, directeur du département d'immunologie à l'Institut Pasteur.

ÉVITER SON AFFAIBLISSEMENT À TOUT PRIX

Mais que notre système immunitaire soit affaibli par une carence alimentaire, un stress, une fatigue ou tout autre type de déséquilibre, cela peut être la maladie ! Même s'il est très difficile d'augmenter notre immunité via des approches

alimentaire ou comportementale, il est possible d'éviter qu'elle ne s'affaiblisse sachant que, comme notre corps en général, elle a besoin de certains éléments pour bien fonctionner : une alimentation adaptée et une bonne hygiène de vie", souligne Philippe Bouso. Par ailleurs, il est possible d'augmenter notre immunité via un "produit" qui a fait ses preuves : la vaccination !

1/9 - Se tenir au-dessus du vide renforcerait nos défenses immunitaires

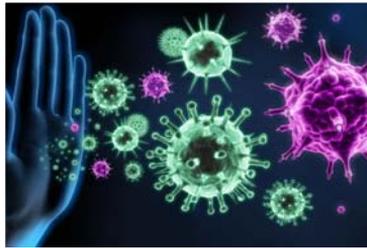
VRAI. Si le stress chronique lié au travail ou à un surmenage affaiblit l'immunité, le stress aigu (passager) généré par le fait de se tenir à plusieurs dizaines de mètres au-dessus du vide, pourrait, au contraire, la renforcer ! C'est ce que suggère une étude conduite par une équipe de chercheurs de la sérieuse revue scientifique *Nature*. Le stress généré par la peur du vide stimulerait la rate, laquelle s'est avérée être directement connectée à deux zones cérébrales gérant le stress : l'amygdale et le noyau paraventriculaire. Ceci dit, d'autres travaux sont nécessaires pour confirmer ces résultats chez l'humain.

2/9 - Une immunité boostée est forcément une bonne chose

FAUX. Pour nous protéger au mieux, nos défenses immunitaires doivent rester dans un subtil équilibre, et fonctionner ni trop peu... ni, au contraire, trop fort. Un système immunitaire suractivé peut induire des maladies auto-immunes, où le système immunitaire attaque nos propres cellules. Cela peut aussi conduire à des allergies, qui correspondent à une réaction immunitaire exagérée contre des antigènes a priori inoffensifs. Enfin, une immunité trop active peut également entraîner des complications notamment chez les organes. Comme cela est le cas dans des formes graves du Covid-19, où la réponse immunitaire s'emballerait tellement ("orage cytokinique"), qu'elle peut entraîner une insuffisance respiratoire potentiellement mortelle : le syndrome de détresse respiratoire aiguë.

3/9 - Notre immunité est moins efficace quand on est déprimé

VRAI. Plusieurs études ont montré que les personnes déprimées ont souvent de faibles taux de certaines cellules immunitaires et sont plus à risque d'infections. De fait, les systèmes immunitaire et



nervex central (cerveau) ne sont pas isolés. Ainsi des travaux américains de 2015 ont révélé la présence de vaisseaux lymphatiques (où circulent des cellules immunitaires) dans le cerveau de souris, indiquant un lien anatomique direct entre les deux systèmes. Ceux-ci communiquent entre eux via des hormones et des cytokines (substances immunitaires). De sorte qu'un trouble au niveau cérébral peut se répercuter au niveau immunitaire et inversement : les patients atteints de maladies auto-immunes, où l'immunité est suractivée (lupus, diabète de type 1...), sont souvent déprimés.

4/9 - Notre système immunitaire est complètement formé à la naissance

FAUX. Rappelons qu'il comprend deux grandes composantes : "l'immunité non spécifique", qui agit en quelques minutes, sans tenir compte de la nature de l'agent combattu et "l'immunité spécifique", plus lente, mais dotée d'armes plus puissantes et ciblées, dont les anticorps. La première nécessite quelques mois de maturation après la naissance, ce qui lui permet d'apprendre à tolérer le lait de la mère. Les micro-organismes inoffensifs sur la peau de notre-ci, etc. La seconde se forge, elle, toute la vie, au fil des contacts avec de nouveaux pathogènes (d'où son autre nom : "immunité acquise" par opposition à "immunité innée" pour la première. Lors de ses 6 premiers mois de vie, le nouveau-né est protégé par des anticorps maternels, transmis lors de la grossesse et de l'allaitement.

5/9 - Les femmes enceintes ont moins de défenses immunitaires

VRAI. Voilà pourquoi elles ont un risque accru de faire des complications (infection généralisée...) si elles contractent certaines in-

fections habituellement bénignes, notamment la varicelle ou la listériose. Cette baisse d'immunité est due à un phénomène biologique non encore complètement élucidé : la "tolérance feto-maternelle". Induite par des molécules sécrétées par le placenta (HLA-G, etc.), celle-ci évite que les défenses immunitaires de la mère n'attaquent le fœtus, un corps étranger, génétiquement différent de la mère à 50 %, puisque la moitié de ses gènes sont d'origine paternelle... Résultat : pendant 9 mois, l'organisme de la mère tolère le futur bébé... au prix d'une certaine fragilité immunitaire.

6/9 - Une fois que l'on a guéri d'une infection, on est immunisé à vie contre elle

VRAI ET FAUX. C'est vrai pour beaucoup de maladies (varicelle, rougeole, oreillons...)... pas pour toutes. Certains virus, comme celui de la grippe ou du sida, muent si rapidement que si notre système immunitaire développe des lymphocytes T, mémoires contre leur forme initiale, ces lymphocytes ne reconnaîtront pas leurs nouvelles formes. Quant aux infections liées à une bactérie ou une substance bactérienne (diphthérie, tétanos...), « comme elles ne stimulent pas fortement les lymphocytes T, elles permettent une mémoire immunitaire de seulement plusieurs mois ou années, mais pas à vie. Concernant le Covid-19, en raison du manque de recul, il est impossible de savoir à ce jour s'il induit une immunité transitoire ou à vie.

7/9 - Nos défenses immunitaires déclinent avec l'âge

VRAI. Comme nos autres cellules, les cellules immunitaires subissent un vieillissement naturel qui diminue leur efficacité. Survenant à partir de 40 ans et s'accroissant après 65 ans, cette "immunosc-

nescence" altère le fonctionnement des cellules immunitaires, et non leur nombre. Notamment, les capacités de notre immunité à distinguer nos cellules des corps étrangers, à détruire les cellules tumorales et à se souvenir d'un antigène donné, se trouvent amoindries. D'où, respectivement, un surrisque de maladies auto-immunes (où le système immunitaire attaque nos propres cellules : lupus, diabète de type 1...), de cancers, et de complications en cas d'infections (grippe, etc.).

8/9 - L'hygiène est toujours bénéfique pour l'immunité

FAUX. Si avoir une bonne hygiène des mains est crucial pour diminuer le risque de contamination en cas d'épidémie, gare à l'excès d'hygiène lors de la petite enfance. Les contacts entre agents extérieurs et système immunitaire - possibles quand l'enfant touche de la terre ou un animal - permettent d'entraîner l'immunité à distinguer agents pathogènes et agents inoffensifs (pollens, poils d'animal...) et de développer ainsi une tolérance envers ces derniers. Ceci permettrait d'éviter allergies et maladies auto-immunes, liées à une réponse immunitaire anormalement exagérée contre, respectivement, des agents bénins ou nos propres cellules. C'est l'hypothèse hygiéniste souvent avancée pour expliquer le boom des allergies ces dernières décennies, et soutenue par plusieurs études.

9/9 - Les cellules tumorales et le virus du sida peuvent déjouer notre immunité

VRAI. Concernant les premières, « certaines arrivent à brider notre immunité, notamment en activant des éléments TInhibant appelés "points de contrôle" ou "check points" immunitaires. Résultat, le système immunitaire ne les reconnaît plus comme des cellules anormales et ne peut plus les attaquer ; ce qui leur permet de continuer à proliférer. Concernant le virus du sida, le VIH, s'il est si redoutable, c'est parce qu'il attaque directement au système immunitaire (l'infecte des globules blancs cruciaux, les lymphocytes T4, et y introduit son propre matériel génétique. Les T4 se mettent alors à travailler pour le virus et à produire ses propres protéines pour le faire multiplier, avant qu'ils ne meurent. Conséquence, ils ne remplissent plus leur mission immunitaire.

Le chocolat noir a des effets positifs sur le stress, la mémoire et l'immunité

Deux nouvelles études, prouvant les bienfaits du chocolat noir, viennent d'être présentées au public. Il aurait des effets bénéfiques sur le stress, l'inflammation, l'humeur, la mémoire et l'immunité. Les bienfaits du chocolat noir ne cessent d'être démontrés. Bon pour le cœur et pour l'esprit, il est à consommer sans modération ! Deux nouvelles études montrant une nouvelle fois ses effets positifs sur la santé, ont été présentées lors de la réunion annuelle Experimental Biology, de San Diego. Réalisées par des chercheurs de Linda (Californie, États-Unis), elles montrent qu'une consommation de chocolat noir, composé d'au moins 70 % de cacao, est bénéfique pour la mémoire, l'humeur, l'immunité, l'inflammation et le stress.

UN CERVEAU EN SUPÉR FORME
La première étude portait sur les effets du cacao noir sur le système immunitaire, la signalisation neuronale et la perception sensorielle. Chez les sujets consommant du 70 cacao noir 70 %, les voies de signalisation régulant les cellules de l'immunité, les échanges entre les neurones et la perception sensorielle étaient bien plus optimisés. La réponse immunitaire et la plasticité cérébrale étaient donc meilleures. La deuxième étude a suivi l'activité cérébrale de volontaires après une consommation de 48 grammes de chocolat noir 70 %. Les résultats ont montré que ce super-aliment, améliorant, à aussi, la plasticité cérébrale induisant des avantages dans la santé du cerveau et la régulation du comportement.

Quand on prend du cacao flavonoïdes trouvés dans le cacao, des antioxydants et des agents anti-inflammatoires extrêmement puissants. Ils sont connus pour préserver la santé cérébrale et cardiovasculaire. Plus la concentration en cacao est élevée, plus il y aura de flavonoïdes et plus les effets bénéfiques seront importants !

LES ALIMENTS POUR BOOSTER VOTRE IMMUNITÉ

En période de diffusion des virus, il est essentiel de dynamiser l'organisme pour booster les défenses immunitaires. En pratique, on met l'accent sur les nutriments qui soutiennent l'action des globules blancs et des anticorps.

1/20 - Le pain au levain digeste et renforce l'immunité. La majorité des pains sont fabriqués avec de la levure qui fait monter la pâte rapidement. Le levain (pâte fermentée) est bien plus intéressant : il contient des enzymes et des bactéries lactiques qui améliorent l'absorption des minéraux (magnésium, fer, zinc... surtout si la farine est complète), rendent le pain plus digeste et abaissent son index glycémique (une glycémie équilibrée étant gage de santé). Comment en profiter au mieux ? 40 à 60 g par jour, soit 2 à 3 tranches.

2/20 - La cranberry canadienne des femmes. Cette baie canadienne renferme des antioxydants, les proanthocyanidines, à l'efficacité prouvée dans la prévention et le traitement des infections urinaires ; ils empêchent l'adhésion des bactéries E. coli aux parois de la vessie. Comment en profiter au mieux ? Chez nous, on trouve surtout des cranberries séchées ou en jus. Découvrez ici 6 recettes express avec des cranberries

3/20 - Le jus de grenade, antioxydant. Tanins, anthocyanines, acide ellagique... la grenade renferme quantité de molécules antioxydantes qui agissent en synergie. Elle intéresse les chercheurs pour ses actions anticancérogènes, anti-inflammatoires et anticancer. Le jus est plus intéressant que le fruit entier car, en pressant, on extrait aussi les antioxydants contenus dans les membranes. Comment en profiter au mieux ? Prendre un peu d'eau pur et le diluer avec un 100 % car pour réduire son acidité. A quelle dose ? Un verre tous les matins.

4/20 - La maca : anti-fatigue immunitaire. Également appelée 'gin-seng du Pérou', la maca aide à lutter contre la fatigue physique, psychique et immunitaire. A quelle dose ? 1 cuillère à café dans un mug de thé, maximum 3 fois par jour.

5/20 - Le miel élixir antibactérien. Ses nombreuses molécules (vitamines, polyphénols, oligo-éléments) agissent en synergie et lui confèrent ses propriétés cicatrisantes, antimicrobiennes et stimulantes. Comment en profiter au mieux ? On ne le chauffe pas (ou le moins possible) et on le consomme dans l'année qui suit sa récolte. Quand on prend du miel élixir, il est sûr, on n'en abuse pas : dans une infusion tous les soirs.

6/20 - Le kombucha allié de la digestion facile. Originaire d'Asie, c'est un thé sucré et fermenté par un ensemble de micro-organismes (levures et bactéries) qui renferme un cocktail de substances bienfaisantes : probiotiques, enzymes, acides organiques... Il prend soin de la flore intestinale et facilite la digestion des nutriments, qui vont pouvoir être utilisés par l'organisme. On peut en



faire une cure au moment des changements de saison. A quelle dose ? 1 ou 2 verres par jour pendant 2 à 3 semaines.

7/20 - La spiruline. Cette microalgue fait partie des superaliments qui permet de combler les éventuelles carences nutritionnelles liées à vos (mauvaises) habitudes nutritionnelles. Elle combat la fatigue et stimule l'immunité. Comment la consommer ? On la trouve en vrac (poudre ou paillottes) ou en gélules. A quelle dose ? La dose minimale est de 1 g/jour. En cas de grosse fatigue, la dose de 3 à 6 g/jour est conseillée.

8/20 - Le curcuma, épice anti-inflammatoire. Sa curcumine protège les cellules des dommages causés par les radicaux libres et atténue les réponses de l'organisme lors d'agressions (anti-inflammatoire). Outre ses atouts anti-cancer bien connus, il prend soin des intestins, diminue les troubles digestifs et éloigne les gastro-entérites. Ses curcumins sont mal assimilés. Il faut l'associer à un corps gras qui favorise son absorption et à du poivre noir dont la pipérine potentialise ses effets. On pense aussi au curcuma frais, en rizhume, à peler et à couper en petits morceaux. La bonne dose : 1 pincée par jour à parserer dans ses vinaigrettes, sauces, veloutés, plats mijotés.

9/20 - Le lapacho, riche en zinc. C'est l'écorce de cet arbre que l'on utilise pour soutenir l'organisme, notamment le système immunitaire. L'écorce de lapacho est indiquée pour lutter contre les infections microbiennes, virales, parasitaires ou fongiques. On la trouve dans le commerce sous forme de lamelles que l'on prépare en décoction. A quelle dose ? 2 basses par jour mais c'est contre-indiqué en cas de traitement anticoagulant.

10/20 - Le gingembre. Ses composés en font un excellent immunostimulant. Pour bénéficier de ses vertus il vaut mieux le consommer cru, râpé ou coupé en lamelles. Découvrez ici 8 recettes express avec du gingembre

11/20 - Le kiwi super-riche en vitamine C. Un seul kiwi couvre les besoins journaliers en cette précieuse

vitamine qui agit sur tous les fronts : elle stimule les défenses immunitaires, favorise l'absorption du fer anti-fatigue, facilite la cicatrisation et protège les cellules des radicaux libres. La bonne dose : 1 ou 2 kiwis plusieurs fois par semaine. Découvrez 8 recettes express avec des kiwis

12/20 - Le citron bon sur tous les fronts. Il est riche en flavonoïdes, des antioxydants protègent les cellules des radicaux libres, qui affaiblissent l'organisme et le rendent plus vulnérable aux infections. C'est aussi une bonne source de vitamine C, qui renforce l'absorption du fer, anti-fatigue, et de limonoïdes qui stimulent le système immunitaire. De plus, il soutient le fonctionnement du foie, chargé de détoxifier l'organisme. Comment en profiter au mieux ? On le presse dans un verre d'eau ou on en arrose ses plats. On ne le chauffe pas trop, pour préserver sa vitamine C.

13/20 - Le yaourt concentré de probiotiques. Un pot renferme des milliards de bonnes bactéries vivantes, appelées probiotiques. Il existe de nombreuses souches. Les yaourts classés (Lactobacillus bulgaricus et Streptococcus thermophilus) favorisent la digestion. Ceux avec des bifidus stimulent le transit. Il faut en consommer au moins 1 cuillère à soupe renforceraient les défenses immunitaires. Comment en profiter au mieux ? En les consommant vifs, car le nombre de probiotiques diminue avec le temps, et en les associant parfois avec des aliments riches en prébiotiques (banane, oignon, avoine...). des fibres particulières que les bonnes bactéries utilisent pour se développer. A quelle dose ? 1 ou 2 par jour

14/20 - Le brocoli, 100% défenses immunitaires. Dans la grande famille des choux, le brocoli est le plus riche en glucosinolates. Ceux-ci se transforment en molécules actives lors de la digestion, les sulforaphanes, et contribuent à limiter le développement de certains cancers et de bactéries. C'est aussi l'un des légumes les plus riches en vitamine C. La bonne dose : 1 fois par semaine au moins. En alternance avec d'autres crucifères : chou vert, chou de Bruxelles. Découvrez 5 recettes de soupes au chou

15/20 - La choucroute chouchoù de la flore. Comme tous les légumes lacto-fermentés, la choucroute est une petite bombe de probiotiques, ces bonnes bactéries qui prennent soin de la flore intestinale et renforcent les défenses immunitaires. La fermentation augmente également la teneur en vitamine C du chou, qui favorise l'activité des globules blancs, les petits soldats du système immunitaire. La bonne dose : 1 fois par semaine. Ou plus, car elle est légère et digeste. Découvrez 4 versions santé de la choucroute

16/20 - L'aïoli, chasseur de microbes. Antioxydant, antimicrobien, anticancer, anticholestérol... L'aïoli est un super-aliment qui a montré ses bienfaits sur de nombreuses maladies et infections, grâce à sa teneur en composés sulfurés. En plus, cet antibiotique naturel s'attaque aux mauvaises bactéries sans toucher aux bonnes ! Comment en profiter au mieux ? La cuisson détruit une partie de ses principes actifs, mieux vaut donc le consommer cru ou l'ajouter en fin de cuisson. Et le consommer en alternance avec d'autres alliacées (oignon, poireau...). La bonne dose : 1 gousse crue, (ou 3 cuïtes) par jour.

17/20 - Le shikitaï hyperstimulant. Cultivé depuis près de mille ans en Asie, il est surnommé 'élixir de rayonnement'. Il se trouve au rayon frais des grandes surfaces, mais également séché au rayon exotique, à réhydrater dans de l'eau tiède. Quelle dose ? 1 fois par semaine.

18/20 - Les poissons gras fournissent des oméga-3. Bons pour le système cardiovasculaire, les oméga-3 ont également une action anti-inflammatoire qui prévient de nombreuses maladies. On les trouve dans certaines huiles (colza, noix) et dans tous les poissons gras. Ceux-ci apportent, en plus, la vitamine D, elle aussi rare dans l'alimentation et importante pour l'activation du système immunitaire. Comment en profiter au mieux ? Préférer les petits poissons gras, comme le maquereau, la sardine ou le hareng, moins pollués que les gros poissons comme le thon qui se trouvent en bout de chaîne alimentaire. A quelle dose ? 1 à 2 fois par semaine. Découvrez 12 recettes rapides avec une boîte de sardines

19/20 - L'huile reine des oligo-éléments. Comme tous les produits vivants dans la mer, l'huile présente une belle palette de minéraux. C'est l'allié le plus riche en zinc, un oligo-élément qui participe à la formation de l'ADN et aux réactions immunitaires. C'est aussi une bonne source de sélénium, un autre minéral fer anti-fatigue et de cuivre, qui booste les défenses de l'organisme. Et tout ça pour un tout petit apport calorique. Comment en profiter au mieux ? Sans beurre salé, mais avec un filet de jus de citron pour décoller ses bienfaits.

20/20 - Les fruits et légumes frais. Comptez deux à trois portions de fruits ou légumes frais par repas pour être sûr d'avoir toutes les vitamines et minéraux dont votre système immunitaire a besoin. Et pensez à varier la couleur de vos fruits et légumes car elle est liée aux micronutriments que vous consommez : le bêta-carotène dans ceux de couleur orange, les minéraux dans les légumes verts. Découvrez ici 30 recettes de salades originales.

CÔTE D'IVOIRE Ouattara réélu pour un 3^e mandat

Le président ivoirien Alassane Ouattara, 78 ans, a été réélu pour un troisième mandat controversé sur le score fleuve de 94,27% des voix au premier tour, l'opposition ayant boycotté le scrutin, selon les résultats proclamés par la Commission électorale indépendante (CEI) dans la nuit de lundi à mardi.

"Est donc élu président de la République M. Alassane Ouattara", a déclaré le président de la CEI, Ibrahim Coulibaly-Kuibiart, après avoir vu les scores. Le taux de participation est de 53,90%.

MALI Plus de 50 terroristes éliminés près de la frontière

Une cinquantaine de terroristes affiliés à Al-Qaïda ont été tués vendredi au cours d'une opération menée au Mali par l'armée française dans la zone dite des "trois frontières", à proximité du Burkina Faso, a annoncé lundi le ministre français des Armées, Florence Parly.

"Le 30 octobre au Mali, la force Barkhane a conduit une opération qui a permis de neutraliser plus de 50 jihadistes, confisquant également des armes et du matériel", a-t-elle déclaré à l'issue d'une rencontre avec les autorités de transition malienne dans le cadre d'un voyage au Niger et au Mali.

"Cette action d'opportunité porte un coup significatif à un groupe terroriste affilié à Al-Qaïda, une katiba (l'équivalent d'un bataillon, ndr) d'Ansarul Islam, opérant dans la région de Boulikessi, près de la frontière avec le Burkina Faso", a-t-elle ajouté.

Fondé par le Burkinabè Malam Dicko, le groupe terroriste Ansarul Islam a revendiqué de nombreuses attaques contre l'armée burkinabè.

Les Etats-Unis l'avaient placé sur leur liste noire "terroriste" début 2018.

"Alors que les autorités de transition malienne ont réaffirmé leur engagement dans la lutte contre le terrorisme, ce succès tactique nous montre une fois de plus que les groupes terroristes ne peuvent pas agir impunément face à nos forces", a ajouté Mme Parly.

Selon elle, l'armée française a pu repérer grâce à ses drones une importante colonne de terroristes à moto.

"Ces motos se sont ensuite groupées et dissimulées sous les arbres. Nous avions deux Mirage dans la zone. Barkhane a immédiatement déclenché l'opération et a lancé une frappe".

Une cinquantaine d'armes ont été saisies et une trentaine de motos détruites. L'opération s'est déroulée "avec la participation des forces spéciales de l'opération Sabre", a déclaré une source militaire citée par l'agence AFP.

APS

SAHARA OCCIDENTAL La Russie en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui

La Russie a déclaré que la substitution des principes fondamentaux du règlement du conflit du Sahara occidental par des remarques générales "conduirait à l'ambiguïté" dans les travaux au Conseil de sécurité, réaffirmant sa position constante en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Dans une explication concernant son abstention lors du vote vendredi de la résolution 2548 (2020) portant renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (MINURSO), la Russie a souligné que "la substitution des principes fondamentaux du règlement du conflit du Sahara occidental par des remarques générales conduirait à l'ambiguïté, saperait la confiance dans nos travaux, obscurcirait les perspectives de reprise du processus politique".

Considérant le texte comme "manquant de transparence", la Russie a souligné que "la résolution sur la prorogation du mandat de la MINURSO affecte l'approche impartiale du Conseil de sécurité sur la question du Sahara occidental".

Le pays a regretté notamment le fait qu'"aucune de ses remarques de principe n'a été prise en compte".

De même un certain nombre de propositions formulées par d'autres membres du Conseil de sécurité laissées sans réponse".

n conséquence, a souligné la Russie, "le texte reste déséquilibré".

Moscou a également estimé que "toute tentative de booster le processus de paix en utilisant un langage peu conforme aux paramètres précédemment convenus concernant le règlement du Sahara occidental conduirait très probablement à des résultats opposés".

Auparavant, rappelle-t-on,



"nous n'étions pas d'accord avec cet amendement et aujourd'hui nous ne pouvons pas l'appuyer".

La Russie, une fois encore, a réaffirmé sa position constante en faveur du règlement du Sahara occidental.

"Nous défendons une approche équilibrée et objective, nous soutenons des négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario".

Par la même occasion, la Russie a réaffirmé sa conviction que "seule une solution politique basée sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU est mesurée de garantir un règlement juste et durable du Sahara occidental".

La formule finale doit prévoir l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément aux principes de la Charte des Nations Unies.

"Ce concept est au cœur du règlement du Sahara occidental et ne doit pas être remplacé par d'autres formules", insiste-t-on.

Dans son explication, la Russie note par ailleurs, que, à l'instar d'"autres Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU, elle attend avec impatience la nomination d'un nouvel envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, ainsi que des progrès dans la reprise du processus de négociation entre les parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario".

Toutefois, elle a averti "que le document adopté pourrait, contrairement aux attentes de ses auteurs, avoir un impact négatif sur les efforts du futur Envoyé personnel".

Néanmoins, l'explication écrite conclut que "la Russie restera un acteur impartial dans le règlement du conflit

du Sahara occidental, qui maintiendra les contacts avec toutes les parties prenantes.

Nous réaffirmons notre soutien à la MINURSO, qui joue un rôle stabilisateur vital dans la création d'un environnement propice sur le terrain pour la reprise du dialogue entre le Front Polisario et le Maroc".

Par 13 voix pour et deux abstentions (La Russie, et l'Afrique du Sud), le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2548 (2020), qui appelle les deux parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario, à reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi, afin de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

LIBYE

Commission militaire 5+5: des progrès réalisés

La Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye, Stephanie Williams, a déclaré lundi que beaucoup de progrès avaient été réalisés au premier jour des pourparlers de la commission militaire conjointe libyenne (5+5) à Ghadamès en Libye.

"Beaucoup de progrès ont été réalisés aujourd'hui" au premier jour des pourparlers, s'est félicitée Stephanie Williams, qui chapeaute la rencontre.

"Il ne s'agit plus du comité 5+5 maintenant, on peut désormais parler d'un +comité des dix+", a-t-elle assuré.

"Les officiers ont assumé leurs responsabilités", a-t-elle soutenu.

Elle a indiqué attendre que les participants au dialogue politique, prévu en novembre, fassent "preuve du même niveau de patriotisme, de détermination et de courage".

Les pourparlers de Ghadamès interviennent après des réunions à Genève ayant débouché sur la signature, le 23 octobre, sous l'égide de l'ONU, d'un accord de cessez-le-feu permanent en Libye avec "effet immédiat".

Des délégations militaires des deux



parties en conflit ont entamé lundi des discussions à Ghadamès, dans le sud-ouest de la Libye, sur les modalités de mise en oeuvre du cessez-le-feu.

C'est la première fois qu'une session de la Commission militaire conjointe se tient en Libye. La Commission, composée de cinq responsables militaires de chacun des deux camps, doit discuter jusqu'au 4

novembre de "l'application de l'accord de cessez-le-feu, notamment par la création de sous-comités et la mise en place d'un mécanisme de suivi et de vérification", avait indiqué la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul).

Mardi, l'émissaire onusienne doit annoncer les détails de la mise en oeuvre de l'accord de cessez-le-feu.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE AUX ETATS UNIS Les Américains aux urnes pour choisir entre Donald Trump et Joe Biden

Des dizaines de millions d'Américains se rendent mardi aux urnes pour choisir entre Donald Trump et Joe Biden lors d'une élection présidentielle historique dans une Amérique divisée à l'extrême.

Favori des sondages depuis des mois, Joe Biden, 77 ans, ancien vice-président de Barack Obama, espère enfin décrocher les clés de la Maison Blanche à sa troisième tentative.

Le président républicain sortant, 74 ans, qui a mené une campagne d'une agressivité inouïe, promet de son côté de créer de nouveau la surprise, comme en 2016.

La campagne a été dominée par la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 230.000 morts aux Etats-Unis et s'est encore aggravée ces derniers jours.

Pendant des mois, Donald Trump a agité, scénarios apocalyptiques à l'appui, le spectre d'une "gauche radicale" prête à transformer la première puissance mondiale en un "Venezuela à grande échelle".

Les démocrates, Joe Biden et Barack Obama en tête, multiplient eux les mises en



garde contre les conséquences potentiellement dévastatrices sur les institutions démocratiques d'un second mandat Trump.

Près de 100 millions d'Américains ont déjà voté par anticipation, en personne ou par correspondance, pour éviter les bureaux de vote bondés en pleine pandémie.

Depuis des semaines, Donald Trump critique cette

option, l'accusant sans preuve de favoriser la fraude électorale.

Les cinq électeurs de Dixville Notch, un hameau de douze habitants du nord-est des Etats-Unis, ont lancé symboliquement l'élection présidentielle mardi à minuit, en votant à l'unanimité pour le démocrate Joe Biden.

Ce village perdu dans les forêts du New Hampshire,

près de la frontière canadienne, a perpétué une tradition établie depuis 1960, qui lui vaut le titre de "First in the Nation" (Premier du pays).

Hormis le village voisin de Millsfield qui votait également dans la nuit, la plupart des bureaux de vote de la côte est ouvriront à 06H00 (11H00 GMT) ou 07H00 (12H00 GMT) mardi.

Le sort du scrutin se joue probablement dans cinq Etats clés

Le sort de l'élection présidentielle américaine de mardi se jouera très probablement dans cinq Etats clés, la Pennsylvanie, le Michigan, le Wisconsin, la Géorgie et la Floride, selon les derniers sondages relayés par des médias.

Le président républicain, Donald Trump, qui brigue un second mandat, avait remporté la présidentielle de 2016 en faisant basculer les Etats du Michigan, du Wisconsin et de la Pennsylvanie, trois bastions du "mur bleu", la couleur des démocrates, qui les pensaient pourtant acquis à leur cause.

Ce tour de force lui a permis de remporter la majorité qui compte, c'est-à-dire celle du "collège électoral", alors même que sa rivale démocrate Hillary Clinton avait récolté plus de voix que lui au niveau national.

Une victoire qui s'explique par la règle du "winner takes all" (le vainqueur rafle tout) qui s'applique dans 48 des 50 Etats, dont le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie.

Ainsi, sur les 120 millions de votes comptabilisés en 2016, 100 000 d'entre eux ont décidé du résultat de l'élection.

Sur les cinq Etats clés en jeu dans la course à la Maison Blanche de 2020, la Pennsylvanie, l'Etat natal du candidat démocrate Joe Biden, est le plus grand des trois anciens Etats du "mur bleu".

Les villes de Philadelphie et de Pittsburgh ont traditionnellement tendance à voter démocrate dans de larges proportions, tandis que les zones rurales penchent fortement vers les républicains.

Historiquement, les démocrates ont eu tendance à devancer le GOP (Grand Old Party, le nom officiel du parti républicain) parmi les électeurs blancs de la classe ouvrière de l'Etat. De la victoire de Bill Clinton en 1992 à la réélection de Barack Obama en 2012, les démocrates ont réussi à gagner suffisamment de voix au sein de la classe ouvrière blanche pour conserver la Pennsylvanie

dans leurs escarcelles grâce à la règle du "winner takes all".

La donne a changé lors des élections de 2016. Donald Trump l'a très largement emporté dans les zones rurales et conservatrices, avec des chiffres records.

Il a également fait basculer dans son camp les zones ouvrières majoritairement blanches et traditionnellement démocrates comme les comtés d'Erie et de Lucerne, deux zones post-industrielles dans cet Etat clé de la Rust Belt (ceinture de rouille).

D'après les derniers sondages, cette fois, il est probable que les cartes soient à nouveau rebattues.

Joe Biden compte 4 points d'avance en Pennsylvanie, selon un agrégat de sondages publié, dimanche, par RealClearPolitics.

Les chiffres dans la banlieue de Philadelphie, le type de territoires habités par des électeurs appartenant à la classe moyenne supérieure, semblent particulièrement mauvais pour Donald Trump.

En effet, un sondage NBC/Marist réalisé en septembre a montré que Joe Biden était en tête avec une énorme avance de 28 points.

Le programme de campagne des deux candidats, dans la dernière ligne droite avant l'élection, montrent à quel point ils considèrent cet Etat comme crucial.

M. Trump a organisé quatre rassemblements en Pennsylvanie, le samedi, et y est retourné lundi, dernier jour de la campagne.

De son côté, Joe Biden s'est rendu à Philadelphie dimanche et devait faire ensuite campagne dans l'Etat-clé de Pennsylvanie le jour de l'élection.

Au Michigan, dont le schéma électoral ressemble en grande partie à celui de la Pennsylvanie, les sondages prédisent que Joe Biden va de nouveau teinter de bleu cet Etat.

AUTRICHE Des fusillades dans six endroits différents de Vienne, deux morts dont un suspect

Plusieurs hommes armés ont semé la terreur lundi soir en plein centre de Vienne faisant deux morts dont un suspect et plusieurs blessés, dans ce qui est "apparemment" une attaque terroriste selon les autorités.

"Six différents lieux" ont été visés, a précisé la police sur son compte Twitter. Les fusillades sont survenues en début de soirée, à quelques heures de l'entrée en vigueur d'un reconfinement de l'Autriche pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Plusieurs auteurs sont impliqués, a indiqué le ministre de l'Intérieur Karl Nehammer, ajoutant que les fusillades étaient toujours en cours dans la soirée.

Un des agresseurs aurait été abattu par la police, intervenue rapidement sur les lieux et dont l'un des membres a été blessé.

Sur place, les forces de police se sont mobilisées en nombre pour garder les lieux, situés non loin de l'Opéra, ont indiqué les médias, tandis que des passants prenaient la fuite.

Le ministre a appelé les habitants à rester à la prudence et à rester chez eux.

L'Union européenne a aussitôt "condamné avec force" cette "horrible attaque", selon les mots du président du Conseil européen Charles Michel, évoquant "un acte lâche". "L'Europe condamne avec force cet acte lâche qui viole la vie et nos valeurs humaines. Mes pensées vont aux victimes et aux habitants de Vienne après l'horrible attaque de ce soir.

Nous sommes aux côtés de l'Autriche", a écrit sur Twitter le responsable qui représente les 27. "Nos ennemis doivent savoir à qui ils ont affaire. Nous ne céderons rien", a réagi de son côté le président français Emmanuel Macron.

"Nous ne devons pas céder à la haine qui cherche à diviser nos sociétés", a affirmé le ministre allemand des Affaires étrangères. Cette nouvelle attaque, dans une ville où la criminalité est habituellement très faible, intervient dans un climat très tendu en Europe.

Une 4^e victime succombe à ses blessures

Une quatrième personne est décédée mardi des suites de ses blessures lors des fusillades survenues la veille à Vienne, a indiqué le ministère de l'Intérieur autrichien.

"Malheureusement une nouvelle victime est morte à l'hôpital. Cela porte le bilan total à deux hommes et deux femmes", a déclaré un porte-parole du ministère. L'assaillant tué par la police après les attaques qui ont fait trois morts lundi soir à Vienne, était "un sympathisant" du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), avait annoncé auparavant le ministre autrichien de l'Intérieur.

"Les indices recueillis montrent clairement que c'est une personne radicalisée qui se sentait proche de l'EI", a déclaré Karl Nehammer lors d'une conférence de presse.

Les enquêteurs ont accédé à son logement en forçant la porte avec des explosifs, a-t-il précisé, sans donner davantage de détails sur le profil de l'attaquant.

"Lourdement armé, il était équipé d'un fusil d'assaut et d'une ceinture d'explosifs qui s'est révélée factice", selon le ministre. M. Nehammer, qui avait affirmé auparavant qu'au moins un autre suspect était en fuite, a dit partir du principe qu'ils étaient "plusieurs" sans pouvoir formellement l'assurer.

APIS

MÉDIAS

Près de 900 journalistes ont été tués ces 10 dernières années, selon l'UNESCO

Près de 900 journalistes ont été tués dans l'exercice de leur métier entre 2010 et 2019, indique l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Les statistiques publiées par l'agence onusienne à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, montrent qu'entre 2010 et 2019, près de 900 journalistes ont été tués dans l'exercice de leur métier, dont 156 au cours des deux dernières années. Cinquante-sept de ces meurtres ont eu lieu en 2019, le total annuel le plus bas depuis dix ans. "Malgré une baisse du nombre de journalistes tués dans le monde, trop de journalistes continuent à payer le prix ultime pour leurs reportages", a déclaré Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO. Le rapport de la Directrice générale sur la sécurité des journalistes et le danger de l'impunité montre par ailleurs que le niveau d'impunité pour les crimes commis contre les journalistes reste extrêmement élevé - avec près de neuf cas sur 10 qui restent impunis.

Les chiffres de l'année en cours ne sont pas rassurants. Au cours du premier semestre de 2020, au moins 21 attaques contre des journalistes couvrant des manifestations ont été dénombrées, ce qui équivaut au nombre d'attaques de ce type pour l'ensemble de l'année 2017.

"Lorsque des journalistes sont pris pour cible, c'est la société tout entière qui en paie le prix. Si nous n'assurons pas leur protection, il nous sera extrêmement difficile de rester informés et de prendre des décisions fondées sur l'analyse des faits", a alerté le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, dans un message publié à l'occasion de la Journée. "A l'heure où le monde est aux prises avec la pandémie de Covid-19, je renouvelle mon appel en faveur de la liberté de la presse, condition sine qua non de la paix, de la justice, du développement durable et des droits de la personne", a déclaré M. Guterres.

PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

La réserve de biosphère de la Basse vallée de l'Ouémé au Bénin inscrite

L'Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture (Unesco) vient d'inscrire la réserve de biosphère de la Basse vallée de l'Ouémé (sud du Bénin) à son Réseau mondial des réserves de biosphère, a rapporté jeudi l'institution onusienne sur son site. Cette décision du Conseil international de coordination du programme sur l'homme et la biosphère a été prise lors de sa réunion tenue mardi et mercredi en ligne, le réseau mondial comptant désormais 714 réserves dans 129 pays.

Située sur la côte atlantique sud-est du Bénin, la Basse vallée de l'Ouémé est un point chaud naturel de la biodiversité équatoriale guinéenne à l'ouest et de la biodiversité équatoriale congolaise à l'est. "Ces différents paysages complètent les divers écosystèmes du Dahomey Gap ainsi que ceux de la réserve de biosphère du Mono, située sur la côte atlantique sud-ouest du Bénin.

Cette grande diversité se reflète également dans la culture et la religion d'une région où pas moins de dix langues sont parlées", a souligné l'Unesco.

ETABLISSEMENTS CULTURELS

"Un plan précis en voie d'élaboration pour les dynamiser" (ministre)

La ministre de la Culture et des arts, Malika Bendouda, a affirmé, jeudi à Adrar, que son département s'attèle à l'élaboration d'un plan précis pour la dynamisation des établissements culturels et leur exploitation optimale.

"Le ministère de la culture s'attèle à l'élaboration d'un plan précis pour l'exploitation optimale, en coordination avec les partenaires, des établissements du secteur et l'amélioration du volet de la formation pour promouvoir les activités culturelles", a indiqué Mme.

Bendouda lors de l'inspection de structures culturelles dans cette wilaya.

Elle a signalé que cette visite, inscrite au titre de la participation, avec la population locale, aux festivités de célébration du Mawlid Ennabaoui (anniversaire de la naissance du prophète Mohamed QSSSL), a permis de prendre connaissance des "importantes potentialités culturelles existantes dans la région et sous-exploitées, à l'instar du Palais de la culture".

Mme. Bendouda s'est enquis, lors de la visite de cette structure (palais), des différents structures de cet acquis culturel, avant de visiter une exposition d'associations et troupes théâtrales et de potentialités artistiques, plasticiens et artisans notamment.

Elle a, sur site, appelé à accompagner les plasticiens pour leur permettre d'exploiter ces espaces d'exposition et d'aider les artisans à écouler leurs produits, avant de faire part, après avoir écouté les préoccupations des troupes théâtrales,



de l'examen par son département des dispositions et mesures pour lever le gel sur le projet de réalisation d'un théâtre régional à Adrar.

Au volet de la promotion des activités culturelles, la ministre a indiqué que "son département travaille sur un programme de formation en direction des associations théâtrales, professionnelles et amatrices".

Une opportunité, a-t-elle estimé, pour accompagner les véritables activités théâtrales et écouter les doléances et suggestions des jeunes liées aux questions de la formation.

La ministre a également visité le centre national des manuscrits, ouvert en 2006 à Adrar, où elle s'est enquis

des efforts de protection de ce patrimoine et les techniques utilisées en vue de répertorier, entretenir et numériser les manuscrits.

Elle a mis l'accent sur la nécessité de promouvoir la mission de ce centre spécialisé dans la préservation du patrimoine ancestral de l'Algérie à travers, a-t-elle dit, le concours des propriétaires des Khizanate (bibliothèques privées) de manuscrits pour sauver ce legs séculaire de la dégradation.

Cette visite a été mise à profit par la ministre pour présider une cérémonie en l'honneur d'artistes, tous genres confondus, de la région et de s'enquérir de la situation sociale de certains d'entre eux, à l'instar du chanteur engagé Tayeb

Abouci que la ministre s'est engagée à prendre en charge.

Mme. Bendouda a inspecté, par ailleurs, la bibliothèque principale de lecture publique d'Adrar et a pris connaissance du modèle d'adhésion "Zéro Papier" à cette structure, utilisant simplement la carte d'identité nationale biométrique.

Elle a salué les efforts des responsables de cette structure devenue pionnière en matière de numérisation et ayant drainé un grand nombre d'abonnés.

La ministre de la Culture et des arts, a achevé sa visite de travail de deux jours dans la wilaya d'Adrar par une réunion de concertation avec les associations culturelles locales.

FESTIVAL VIRTUEL PORTAIL NUMÉRIQUE DU COURT-MÉTRAGE À ANNABA

Le film turc "Dark" remporte le portail d'or

Le court-métrage turc "Dark" de la réalisatrice Bridgitt Letsdeit a remporté le portail d'or de la septième édition du Festival virtuel portail numérique du court-métrage d'Annaba d'octobre 2020, a indiqué lundi le responsable communication de cette manifestation, Slimane Farès.

Le deuxième prix, celui du portail en argent de ce festival virtuel a été décerné au film iranien "The Kits" de Sayed Bayan Hosseini, tandis que le prix du portail en bronze a été décroché par le court métrage algérien "La feuille blanche" de Mohamed Nadjib El-Amrani.

Par ailleurs, un autre film algérien "So Be It" de Youcef Mahsas, s'est vu attribuer le Grand prix du public du Festival virtuel du court-métrage international, tandis que les encouragements de cette édition sont revenus

au film "Nisaalt" d'Ahmed El kasabi et Ali El Bimani du Sultanat d'Oman, ainsi qu'au film palestinien "l'Etranger" de la réalisatrice Nathalie Joubih.

Quant au prix du jury, il a été décerné au film "With Thy Spirit" de Karim Rahbani du Liban et au film "Tarik cheb" d'Ahmed El Sabri du Sultanat d'Oman. La septième édition du Festival virtuel portail numérique du court-métrage a vu la participation de 34 films représentant 14 pays, selon le responsable de la com-



munication du festival, qui a rappelé que cette manifestation organisée mensuellement suscite l'adhésion des passionnés du septième art avec des œuvres cinématographiques dans le domaine du court métrage.

THÉÂTRE

Décès du marionnettiste Nouredine Douila

Le marionnettiste et homme de théâtre pour enfants Nouredine Douila, est décédé jeudi à Sidi Bel-Abbès à l'âge de 62 ans, des suites d'une longue maladie, annoncent ses proches sur sa page Facebook.

Connu pour son engagement dans le monde artistique, le défunt a œuvré, depuis plus de 40 ans, à semer la joie et le sourire dans les cœurs et les visages des jeunes et des enfants notamment, pour qui il a pro-

duit plusieurs pièces de théâtre et spectacles de marionnettes. Les responsabilités qui lui ont été confiées au poste de directeur de la Jeunesse de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, ne l'auront pas empêché de s'impliquer ac-

tivement avec les jeunes sur le terrain, en fondant entre autres, l'association "Adim-Fatima" de théâtre pour enfants et en organisant plusieurs ateliers de conception et de réalisation de personnages de marionnettes.

USA

Le fondateur de Facebook craint des émeutes après les élections américaines

Le patron de Facebook Mark Zuckerberg s'inquiète de potentielles violences dans la foulée des élections américaines le 3 novembre, a-t-il indiqué jeudi à l'approche d'un scrutin sous haute tension politique, en forme de test pour le réseau social.

"Je suis inquiet qu'il y ait un risque de troubles civils dans tout le pays, alors que notre nation est si divisée et que les résultats électoraux prendront potentiellement des jours ou des semaines à être finalisés", a-t-il déclaré lors d'une conférence aux analystes sur les résultats trimestriels de sa société.

Avec la pandémie, et la mobilisation des électeurs pour ou contre le controversé Donald Trump, le vote par correspondance explose, faisant craindre que le décompte ne prenne plus de temps que d'ordinaire.

Etant données ces circonstances, "des entreprises comme la notre doivent en faire plus que jamais auparavant" pour protéger la confiance dans le processus électoral et empêcher que les plateformes ne servent à proclamer la victoire avant l'heure ou à appeler à des violences dans la rue.

Mark Zuckerberg a rap-

pelé une partie des garde-fous mis en place, comme l'interdiction de toutes les publicités sur des sujets de société ou de politique, sur ses plateformes aux Etats-Unis, à la fermeture des bureaux de vote, pour réduire les risques "de confusion ou d'abus" le temps qu'il faudra.

"La semaine prochaine va être un test pour Facebook", a-t-il reconnu, ayant à coeur de prouver que son entreprise a vraiment tiré les leçons de 2016, quand des campagnes de désinformation massive, dont certaines pilotées depuis la Russie, s'étaient servi des réseaux pour diffuser leur propagande à grande échelle et de façon ciblée.

Cette semaine l'interdiction des nouvelles publicités politiques pendant les sept derniers jours de campagne a été marquée par des cafouillages.

Facebook a été accusé d'avoir laissé passer des annonces de la campagne



de Trump visant des Etats américains clés, prétendant que le jour des élections était mardi dernier.

Les propos de son patron interviennent alors que la chaîne Walmart a décidé de retirer provisoirement les armes et munitions de ses rayons.

Le géant américain de la distribution a pris cette précaution, après des manifestations violentes à Philadelphie et dans le contexte des tensions po-

litiques qui ont dégénéré à plusieurs reprises depuis des mois, notamment lors de manifestations liées aux mouvements "Black lives Matter" (les vies noires comptent).

Dans le centre de Washington, de nombreux immeubles ont commencé mercredi à barricader portes et vitrines de plaques de contreplaqué en prévision d'éventuelles manifestations suivant la soirée électorale.

APPLICATIONS INTERNET L'interdiction de TikTok aux Etats-Unis de nouveau suspendue par un juge

Un juge a ordonné vendredi à l'administration américaine de ne pas appliquer une partie d'un décret du président Donald Trump, qui aurait empêché à partir du 12 novembre le fonctionnement de la populaire application TikTok aux Etats-Unis.

Trois internautes rémunérés pour leurs prestations sur TikTok avaient saisi un tribunal en Pennsylvanie en demandant la suspension d'une partie de ce décret prévoyant d'interdire à des entreprises américaines de fournir des services essentiels à TikTok, comme l'hébergement en ligne. Suite à une plainte distincte, un juge d'un tribunal de Washington avait empêché fin septembre l'administration Trump d'obliger les plateformes de téléchargement d'applications mobiles à retirer TikTok, une filiale de la société chinoise ByteDance.

Ce devait être la première étape dans l'application du décret présidentiel du 6 août, où Donald Trump évoque le risque de transferts de données d'utilisateurs vers la Chine et qualifie de TikTok de menace pour la "sécurité nationale". Il souhaite que l'application passe sous pavillon américain. Dans les deux affaires, les magistrats ont estimé que les chances de prouver devant un tribunal que le président Donald Trump avait outrepassé son autorité étaient bonnes.

Ils ont aussi estimé que TikTok, une application particulièrement prisée des jeunes qui permet de partager de courtes vidéos, bénéficiait des mêmes protections que les supports d'expression ou d'information comme les films, les photographies ou les agences de presse. Pour répondre aux préoccupations de l'administration, TikTok a préparé un projet selon lequel elle créerait une nouvelle société impliquant Oracle en tant que partenaire technologique aux Etats-Unis et Walmart en tant que partenaire commerciale. Les discussions sont encore en cours.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIZI OUZOU
DAÏRA DE OUAGUENOUN
COMMUNE DE OUAGUENOUN
NIF : 096315249029029

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°02/2020

Le président de l'assemblée populaire communale de Ouaguenoun lance un avis d'appel d'offres national ouvert N°02/2020 pour conclure un projet de marché à commande pour l'exécution de l'opération suivante : **fourniture des denrées alimentaires pour les cantines des écoles primaires de la commune de Ouaguenoun pour l'année 2021 en lots séparés**
Lot n°01 : alimentation générale.
Lot n°02 : viande rouge, Poulet.
Lot n°03 : fruits et légumes.
Lot 04 : pain amélioré

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du Bureau des marchés contre une Quittance de paiement de la somme de mille (1 000,00) dinars. Les soumissionnaires doivent déposer leurs offres accompagnées des pièces réglementaires énumérées ci-après

Le dossier de candidature

- Une déclaration de candidature selon le modèle ci-joint datée, signée et cachetée
- Une déclaration de probité selon le modèle ci-joint datée, signée et cachetée
- Un extrait du casier judiciaire (en cours de validité) du soumissionnaire s'il s'agit d'une personne physique, du directeur général ou du gérant s'il s'agit d'une société
- La copie du Numéro d'identification fiscal (NIF) et Numéro d'identification statistique NIS
- La copie de l'extrait lie rôle apuré en cours de validité
- Certificat de dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés soumises au droit algérien en cours de validité
- Les mises à jour CNAS et CASNOS en cours de validité.

- La copie de l'extrait du registre de commerce
- Pour les sociétés, une copie des statuts
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager à l'entreprise
- **Capacités financières :** moyens financiers justifiés par les bilans de trois dernières années
- **Capacités techniques :** moyens humains justifiés par la CNAS et matériels (copies de cartes grises avec photocopie des assurances et contrôles techniques et factures d'achats et références professionnelles (Attestation de bonnes exécutions délivrées par le service contractant).
- Attestation d'hygiène en cours de validité.
- Conformément à l'article 69 du décret présidentiel 15-247 portant réglementation des marchés publics et délégation du service public, les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public qui devra les fournir dans un délai maximum de 10 jours.

L'offre technique

- La déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint
- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

L'offre financière

- La lettre de soumission dûment remplie, datée et signée par le soumissionnaire
 - Le bordereau des prix unitaires en hors taxes, dûment rempli et signé par le soumissionnaire
 - Le détail quantitatif et estimatif de l'offre dûment rempli et signé par le soumissionnaire
- Les offres seront déposées au niveau du bureau des marchés de la commune de Ouaguenoun sous une seule enveloppe fermée et anonyme portant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis

et d'évaluation des offres »

-avis d'appel d'offre National ouvert N°02/2020

Projet : fourniture des denrées alimentaires pour les cantines des écoles primaires de la commune de Ouaguenoun pour l'année 2021 en lots séparés

Lot n°01 : alimentation générale.

Lot n°02 : viande rouge, Poulet.

Lot n°03 : fruits et légumes

Lot 04 : pain amélioré

à l'intérieur de laquelle se trouveront les trois autres plis qui contiendront (dossier de candidature) (l'offre financière) et (l'offre technique) Il sera porté sur chacune des enveloppes soit « Dossier de candidature » soit « Offre technique » soit « Offre financière ». La durée de préparation des offres est fixée à **Quinze (15) jours** à partir de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offre national ouvert. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de la préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date et l'heure limite de dépôt des offres correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à compter de la première publication avant 09h30. L'heure d'ouverture des plis est fixée à 10h00 du même jour en séance publique au siège de la commune.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de **Trois Mois soit (105) jours**. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant toute la durée de validité de l'offre.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la réunion d'ouverture des plis.

SPORT - ÉDUCATION

Le Lycée sportif de Draria (Alger) limite le nombre des internes à 140

Le Lycée sportif de Draria (Alger) a décidé de réduire le nombre de ses élèves en interne à seulement 140 candidats pour l'année scolaire 2020-2021, par mesure de précaution en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, a-t-on appris mardi auprès de la direction de l'établissement.

Avant la crise sanitaire, le Lycée sportif de Draria accueillait 280 élèves en internat.

Mais la hausse des cas de contamination au COVID-19 au cours des derniers jours a obligé l'établissement à prendre certaines mesures de prévention, dont la réduction du nombre des internes.

Pour ce qui est de la rentrée scolaire à ce Lycée sportif national, elle a été fixée au mercredi 4 novembre pour les anciens élèves, et au 15 du même mois en ce qui concerne les nouveaux inscrits.

Cette décision a été communiquée aux responsables des jeunes talents au sein des différentes fédérations sportives lundi, lors d'une réunion de travail avec les



responsables pédagogiques dudit lycée.

Une rencontre pendant laquelle les deux parties ont discuté des modalités d'admission des nouveaux élèves en cette période de pandémie, et

qui a forcé les responsables du lycée à trouver des solutions pour assurer le bien-être de tout le monde.

Parmi ces solutions, la récupération d'une partie du Centre de regroupement

et de préparation des élites nationales à Souidania (Alger) et qui sera mise à la disposition du Lycée sportif de Draria pour l'hébergement, les études et les entraînements de ses candidats.

TENNIS DE TABLE

"La saison 2020-2021 sera courte et exceptionnelle"

La nouvelle saison sportive de tennis de table (2020-2021), dont l'entame pourrait avoir lieu en janvier prochain, sera "exceptionnelle, mais aussi la plus courte", selon le président de la Fédération algérienne (FATT), Cherif Derkaoui.

"C'est regrettable pour tout le monde, mais la nouvelle saison de tennis de table sera courte au vu de tout ce qu'on a vécu à cause de la pandémie de coronavirus (Covid-19), et surtout exceptionnelle, car elle drainera avec elle certaines exigences sanitaires inhabituelles pour l'ensemble des pongistes", a déclaré à l'APS, Derkaoui.

D'ailleurs, d'importantes décisions et recommandations devraient sanctionner la réunion du collège technique national, prévue samedi avec les techniciens de la discipline qui auront non seulement à évaluer la saison écoulée, mais aussi discuter de celle à venir.

"Même s'il n'y aura pas trop de changements dans le système de compétition, on sera appelé peut-être à annuler quelques tournois par rapport à la précédente saison.

On doit aussi adapter notre calendrier par rapport à nos échéances internationales de 2021, lors de laquelle on va retrouver toutes les compétitions de l'ITTF

reportées de 2020", a indiqué le président de la Fédération algérienne de tennis de table.

Lors de sa dernière réunion, le bureau exécutif de la FATT avait décidé d'arrêter définitivement la saison 2019-2020, attribuant les titres de champion à l'AC Bouadouaou (dames) et l'AJ Khroub (messieurs).

Parmi les autres importantes décisions entérinées par le bureau exécutif, l'annulation de la relégation et l'accession de quatre clubs supplémentaires en Nationale Une (deux pour chaque sexe).

"On va avoir, pour la saison prochaine, un championnat à dix clubs (messieurs) et autant en dames, au lieu de huit comme lors du précédent exercice.

C'est une décision logique après tout ce que les clubs ont enduré durant la saison avec cette pandémie", a justifié Derkaoui.

Interrogé sur le démarrage de la saison 2020-2021, le premier responsable de la FATT souhaite qu'elle débute au mois de janvier prochain, si les conditions sanitaires s'y prêtent.

"On sait que tout le monde a hâte de retrouver le chemin, tout



d'abord des entraînements et ensuite de la compétition, c'est notre souhait.

Le mois de janvier est idéal pour débiter la saison, mais sous réserves.

La situation sanitaire actuelle n'est pas bonne, on espère qu'elle va s'améliorer d'ici au début de l'an née", a souhaité Cherif Derkaoui, tout en assurant que son instance suit de près l'évolution de la situation.

"Notre premier souci est l'ouverture des salles et lieux d'entraînement pour les clubs et athlètes afin de leur permettre de retrouver le chemin de la préparation qui doit être conséquente (environ deux mois). Ce n'est qu'avec ces conditions qu'on pourra espérer débiter la saison", a conclu le président de la FATT.

MONDIAL

World Rugby rêve d'une candidature des Etats-Unis

Toujours désireux d'accroître l'audience du rugby dans le monde, World Rugby verrait d'un œil favorable une candidature américaine pour organiser le Mondial 2027 ou 2031, a indiqué son directeur exécutif Brett Gosper, lundi.

"Nous pensons qu'il serait souhaitable qu'il y ait une bonne candidature venant des Etats-Unis", a déclaré Gosper lors d'une conférence de presse virtuelle depuis Dublin.

"C'est manifestement un marché avec un potentiel de croissance immense, que ce soit en termes de joueurs ou de supporters et pour les revenus commerciaux", a-t-il expliqué.

"Mais ils seront en concurrence avec d'autres candidats et tout cela sera étudié par le système d'évaluation habituel, a-t-il précisé.

Le succès du Mondial au Japon l'an dernier a entraîné une petite dynamique en Asie en faveur du rugby qui reste absent du gigantesque marché chinois.

Aux Etats-Unis, la fédération USA Rugby a dû se mettre en redressement judiciaire du fait de la pandémie de Covid-19 et vient juste de reprendre ses activités début septembre.

Un groupe d'actionnaires engagés dans le rugby avait annoncé son intention d'étudier si l'organisation d'un Mondial était possible, avec pour objectif que USA Rugby puisse faire une première présentation en février à World Rugby.

Les pays organisateurs des éditions 2027 et 2031 seront désignés le même jour, la date limite de dépôt des candidatures étant fixée à janvier 2022.

Les éditions 2025 et 2029 du Mondial féminin doivent aussi encore être attribuées.

Accueillir une Coupe du monde pourrait être une façon de développer le rugby dans un marché américain qui n'a pour le moment pas cédé aux charmes de l'ovalie.

"Il n'y a pas de marché commercial équivalent aux Etats-Unis", a souligné le dirigeant australien de 61 ans.

"Cela ne signifie pas que c'est un marché facile à pénétrer, mais apparemment il faudra un événement aussi important qu'un Mondial pour vraiment exploiter ce potentiel", a-t-il ajouté.

Cela passera cependant aussi par un XV américain performant. L'équipe des Etats-Unis de rugby a participé à toutes les éditions sauf une depuis la première en 1987, mais ils y ont perdu 22 de leurs 25 rencontres, dont toutes celles des deux dernières éditions.

"Il est très important que les XV soient plus compétitifs et frappent à la porte des quartes de finale. Ce sera compliqué pour 2023 (en France), mais c'est possible pour un pays avec un tel réservoir de talents", a-t-il jugé.

**MASTERS 1000 DE PARIS
Le Croate Marin Cilic se qualifie en écartant le canadien d'Auger-Aliassime**

Le Croate Marin Cilic, 43e mondial, s'est qualifié lundi pour le 2e tour du Masters 1000 de Paris en écartant la pépite canadienne Felix Auger-Aliassime (21e) 6-0, 3-6, 6-3 en 2h27. L'ex-N.3 mondial affrontera le Français Corentin Moutet (75e) pour une place en 8es de finale. Cilic, 32 ans, a avalé la première manche face au fantôme d'Auger-Aliassime. Mais le Canadien de 20 ans s'est réveillé dans le 2e set. Et lorsqu'il a réussi le break pour se détacher 5-3 au terme d'un jeu de 21 minutes, le Montréalais semblait réellement revenu aux affaires, surtout qu'il a empoché la manche dans la foulée sans trembler.

Pourtant, au changement de côté suivant, Auger-Aliassime a fait venir le physiothérapeute pour une douleur à l'aine de la jambe droite. Même s'il n'a pas semblé terriblement gêné, le Canadien était peut-être un peu diminué.

Toujours est-il que dans la manche décisive il a cédé sa mise en jeu pour laisser le vainqueur de l'US Open 2014 se détacher 4-2. Auger-Aliassime a bien sauvé deux balles de match sur son service avant de revenir à 5-3, mais Cilic, qui n'avait plus été aussi mal classé depuis octobre 2013 (47e), a conclu sur sa 3e balle de match, la première sur son service.

JUDO

L'Algérie absente de l'Open de Yaoundé

L'Algérie sera absente de l'Open de Yaoundé (Cameroun) de judo, prévu les 7 et 8 novembre, faute de billets d'avion, a-t-on appris lundi de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Selon le site de l'Union africaine de judo, la FAJ devait participer avec huit athlètes à ce tournoi. Il s'agit, chez les messieurs, de Fethi

Nourine (-73 kg), Abderahmane Benamadi (-90 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaa (+100 kg), ainsi que de Meriem Moussa (-52 kg), Amina Belkadi (-63 kg), Kaouther Ouallah (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) pour les dames.

Concernant l'Open de Dakar (14-15 novembre), dont les engagements

sont ouverts, la participation de l'Algérie est toujours en suspens, selon le directeur technique national à la FAJ, Salim Boutebcha. L'Open de Yaoundé sera la première compétition continentale qui va avoir lieu depuis le mois de mars dernier, après l'annulation de toutes les activités de l'UJA en raison de la pandémie

de coronavirus (Covid-19). Il devrait regrouper plus de 100 judokas d'une quinzaine de pays, dont 51 Camerounais. Les tournois de Yaoundé et Dakar sont une occasion pour les judokas africains de remporter de précieux points en vue d'une qualification aux jeux Olympiques de Tokyo l'été prochain.

QUALIF. CAN U17 La sélection algérienne en stage du 5 au 12 novembre à Aïn Defla

La sélection algérienne des moins de 17 ans (U17) sera de nouveau en regroupement du 5 au 12 novembre au Centre technique régional de Khemis Miliana (Aïn Defla), en prévision des prochaines échéances officielles, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) lundi.



Le staff technique, conduit par Mohamed Lacet, a convoqué 25 joueurs pour prendre part à ce stage qui entre dans le cadre de la préparation de l'équipe algérienne pour le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévu en Algérie et qualificatif à la

CAN-2021 au Maroc. C'est le troisième stage de suite des coéquipiers de Salah-Eddine Zaoui depuis le mois de septembre.

Les cadets algériens avaient effectué un premier regroupement du 27 septembre au 10 octobre à l'Académie de Khe-

mis Miliana, suivi par un autre du 18 au 28 octobre en présence de 27 joueurs. Dans la liste des 25 joueurs convoqués, le Paradou AC et le CR Belouizdad sont les plus représentés avec 4 éléments chacun, suivis de l'Académie de la FAF (3 joueurs).

Liste des 25 joueurs:

Hamza Boualem (USM Alger), Ouzani Ahmed Khalil (MSP Batna), Ould Djhor Mahfouf (CR Belouizdad), Zaoui Salah-Eddine (Académie FAF), Khoumani Abdelhak (JS Saoura), Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Ait-Ziane Zakaria (ES Sétif), Cherdoudi Brahim El Khalil (ASO Chlef), Bouzahzah Ouanisse (Académie FAF), Lalam Abdelghani (Paradou AC), Malek Mohamed Abdelaziz (Paradou AC), Belas Brahim (CR Belouizdad), Akherib Lahlou (JS Kabylie), Garat Anes (Paradou AC), Mohra Abderezak (DRB Tadjanet), Zaimeche Rafik Moataz (Paradou AC), Sahmi Fares (JS Kabylie), Redouani Chemeddine (JS Bordj Ménail), Silmi Mohamed (CR Belouizdad), Bouaichaoui Nadji (MC Alger), Mehdi Malik (USM Alger), Kerroum Mohamed (Académie FAF), Allegui Mohamed (JSM Skikda), Benallal Mohamed (JS Saoura), Benchrit Zineddine (MC Oran).

LIGUE 2

La JSM Tiaret en préparation, la LNFA s'en lave les mains

La JSM Tiaret poursuit sa préparation d'intersaison, devenant le seul club de Ligue 2 à avoir refoulé les terrains, mais sans l'accord des instances footballistiques nationales.

Jusque-là, seules les formations de l'élite ont été autorisées à lancer leurs préparatifs en prévision de l'exercice 2020-2021, en suivant un protocole sanitaire très strict dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Cependant, le nouveau promu en Ligue 2 n'a pas attendu le feu vert de la Ligue nationale du football amateur (LNFA), qui gère désormais le championnat de

deuxième palier, pour retrouver les terrains.

Une attitude qui a irrité les responsables de cette instance que préside Ali Malek, non sans appeler la direction du club de l'Ouest du pays à "assumer ses responsabilités", a-t-on appris de la Ligue concernée.

La JSMT, qui retrouve la deuxième division grâce au changement du système pyramidal de la compétition, après avoir terminé à la huitième place le championnat de l'exercice passé, interrompu à la 24e journée, a déjà disputé un premier match amical qu'elle a perdu face au RC

Relizane (2-1), nouveau promu en Ligue 1. Les protégés de l'entraîneur Abdellah Mecheri évolueront la saison prochaine dans le groupe Centre-Ouest composé de 18 équipes, rappelle-t-on.

Ambitionnant de faire bonne figure pour leur retour dans le deuxième palier après plusieurs années de traversée du désert, les gars de Tiaret se sont renforcés par plusieurs joueurs.

Ils poursuivent leur préparation "tout en respectant scrupuleusement le protocole sanitaire établi par les services concernés", a rassuré pour sa part la direction du club.

TOURNOI AMICAL SMAÏL-KHABATOU

MCA-PAC et JSK-NAHD affiches des demi-finales

Les demi-finales de la 1re édition du tournoi amical de football Smaïl-Khabatou, prévue du 5 au 7 novembre, mettront aux prises le MC Alger au Para-

dou AC et la JS Kabylie au NA Hussein-Dey, selon le tirage au sort effectué lundi. Le tournoi, organisé par le MCA en hommage à son ancien entraîneur

et ex-sélectionneur national Smaïl Khabatou, se disputera au stade Ahmed-Falek d'Hydra (Alger) et se jouera avec la formule d'élimination directe. Il

entre dans le cadre de la préparation des quatre équipes engagées à la nouvelle saison footballistique dont le coup d'envoi sera donné le 28 novembre.

CAN-2021 (QUALIFICATIONS) ZIMBABWE

La ZIFA rejette la proposition de la FAF de jouer les deux matchs en Algérie

La Fédération zimbabwéenne de football (ZIFA), a rejeté la proposition de son homologue algérienne (FAF), de disputer à Alger la double confrontation, prévue les 12 et 16 novembre, comptant pour les 3e et 4e journées (Gr.H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, rapporte mardi la presse locale.

"Les Algériens nous ont proposé de faire jouer les deux matchs sur leur sol, avec en contrepartie ils payeront notre hébergement.

Mais nous avons refusé cette offre.

Nous ne pouvons pas vendre notre âme.

Regardez, le pays est actuellement d'humeur festive après la levée de l'interdiction du stade national des sports", a déclaré le

président de la ZIFA, Felton Kamambo, au quotidien The Herald.

Selon le site spécialisé Soccer24.zw, la FAF aurait également proposé à la ZIFA de payer les frais relatifs au déplacement de la délégation des "Warriors", et d'autres frais connexes.

Le rejet de l'instance zimbabwéenne est motivé par le souci de jouer à domicile, suite à la décision prise par la Confédération africaine (CAF) de lever temporairement l'interdiction de jouer à la maison en raison de la dégradation des stades au Zimbabwe.

"Nous leur avons proposé que les deux matchs soient joués au stade national des sports de Harare, et nous prendrions en

charge leurs frais d'hébergement, mais ils ont également refusé", a ajouté le patron de la ZIFA.

L'équipe nationale d'Algérie accueillera d'abord le Zimbabwe le jeudi 12 novembre au stade olympique du 5-juliet d'Alger (20h30), avant de se déplacer à Harare pour affronter les Warriors le lundi 16 novembre (16h00, algériennes).

A l'issue de la 2e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1re place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point.

Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021 au Cameroun.

La Ligue des champions Concacaf se finira en décembre en un lieu unique

La Ligue des champions de la Concacaf, dont le déroulement a été interrompu par la pandémie de Covid en mars, se conclura dans une seule ville aux Etats-Unis du 15 au 22 décembre, a annoncé l'instance lundi.

La compétition qui concerne des clubs d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes reprendra là où elle avait été stoppée, au stade des quarts de finales, dans un lieu encore à déterminer.

Ce regroupement de huit équipes décidé par la Confédération (Concacaf) s'inspire du mode opératoire choisi par l'UEFA, qui avait fini sa Ligue des champions à Lisbonne cet été, avec un couronnement du Bayern Munich aux dépens du Paris SG.

Trois des quatre quarts de finales allers avaient pu être disputés en mars. Les matches retours se joueront donc les 15 et 16 décembre et les équipes qui s'étaient déplacées "recevront". Le quart de finale restant, entre le Los Angeles FC et l'équipe mexicaine de Cruz Azul, se déroulera lui sur un seul match éliminatoire.

Les deux demi-finales et la finale se joueront également sur une seule rencontre. La Concacaf a assuré que les protocoles sanitaires seraient très stricts là, afin de fournir un "environnement sûr et hautement contrôlé pour tous les joueurs, entraîneurs, personnels et officiels". Des tests rapprochés et réguliers auront ainsi lieu avant et pendant la compétition.

La FIFA lance le tout premier diplôme en gestion des clubs

La Fédération internationale de football (FIFA) lance son premier Diplôme en gestion des clubs dans le but de faciliter l'accès aux outils et l'expertise, a indiqué l'instance internationale sur son site officiel lundi.

Dispensée par des experts de l'industrie du ballon rond, cette formation aspire à fournir aux dirigeants de clubs du monde entier les connaissances et informations les plus actuelles, précise la même source.

Le diplôme répond à la volonté de la FIFA de créer un écosystème plus équilibré en facilitant l'accès aux outils et à l'expertise disponibles, il vise ainsi à accroître aux quatre coins du monde le nombre de clubs à même de concourir au plus haut niveau.

La formation débutera en mars prochain par des cours en ligne et prendra fin en janvier 2022.

Sous réserve des restrictions de déplacements, des cours en présentiel sont programmés du 9 au 12 septembre 2021 (à Londres) et du 13 au 16 janvier 2022 (à Zurich), conclut la FIFA.

Hospitalisé en Argentine, Diego Maradona "n'a rien de grave"

L'ancienne idole du football argentin, Diego Maradona, hospitalisé dans la nuit de lundi à mardi à La Plata, au sud de Buenos Aires, pour y passer des examens médicaux, "n'a rien de grave", a indiqué son médecin personnel, Leopoldo Luque.

"Il n'a rien de grave ni d'urgent (...) C'est seulement un patient d'un certain âge, qui subit beaucoup de pression et qui traverse une période durant laquelle il a besoin d'être aidé : c'est difficile d'être Maradona vous savez", a déclaré le Dr Luque aux journalistes devant une clinique privée de La Plata.

Certains médias argentins, qui avaient rapporté plus tôt l'hospitalisation de Maradona, ont évoqué des problèmes psychologiques dont souffre le "Pibe de oro".

Cette hospitalisation n'a pas de lien avec la pandémie actuelle de coronavirus, a confirmé le médecin.

"Diego va bien, mais il pourrait aller mieux. Je l'ai vu dans un état dans lequel je n'aime pas le voir, donc je lui ai parlé et je lui ai dit +allons dans une clinique pour que tu ailles un peu mieux+ et il m'a dit +ok, allons-y+", a raconté le Dr Luque, selon qui la durée de l'hospitalisation de la star argentine dépendra des résultats des examens.

Interrogé sur le fait qu'elle pourrait avoir été décidée en lien avec des problèmes d'addiction à la drogue, dont Maradona a souffert par le passé, le médecin a répondu "non, et ce n'est pas la peine de dire de telles bêtises".

"L'idée, c'est qu'il soit hospitalisé quelques jours, qu'il s'hydrate bien mais il n'y a rien d'étonnant là-dedans, ni rien à cacher", a-t-il ajouté.

Actuellement directeur technique du club argentin de Gimnasia y Esgrima La Plata, Maradona avait insisté vendredi pour diriger l'entraînement de ses joueurs, le jour de son 60e anniversaire, mais ne semblait pas en forme et marchait difficilement.

Il n'était resté que quelques minutes sur le terrain avant de se retirer avec l'aide de ses adjoints. Certains de ses proches ont récemment présenté des symptômes comparables à ceux du Covid-19, mais leurs tests se sont révélés négatifs.

ESPAGNE

Le FC Barcelone veut organiser les élections pour la présidence "vers les prochaines fêtes de fin d'année"

Le FC Barcelone espère pouvoir organiser les élections pour la présidence du club "vers les prochaines fêtes de fin d'année", a annoncé Carles Tusquets, président de la commission de gestion transitoire du club catalan, ce lundi soir en conférence de presse.

"Nous les convoquerons vers les prochaines fêtes de fin d'année, c'est notre idée", a avancé Tusquets en conférence de presse.

Tusquets, président de la commission de gestion transitoire qui dirige le Barça depuis la démission de l'ex-président Josep Maria Bartomeu mardi dernier, a toutefois précisé qu'"il sera nécessaire de pouvoir voter avec toutes les garanties sanitaires".

Le président par intérim a ajouté que l'intention du club est d'organiser ces élections dans un délai maximum de trois mois, comme le veulent les statuts du club blaugrana.

La situation économique du club "n'est pas dramatique, mais hautement préoccupante", a-t-il également répété Tusquets.

"Nous voulons continuer à réduire les dépenses à court terme et la mesure la plus importante est la renégociation salariale. Nous espérons parvenir à un accord avec les joueurs et le personnel non-sportif du club", a déclaré Tusquets.

"Nous ne voulons prendre d'argent à personne, nous voulons régler ce qui doit être réglé à un moment où il sera plus facile de payer", a précisé le président de la commission de gestion transitoire.

Le Barça a proposé plusieurs mesures à ses salariés, a précisé Tusquets sans s'étendre sur ces dites mesures. Les intéressés ont été à l'écoute, y compris la superstar argentine Lionel Messi, a-t-il ajouté.

"Il y a une très bonne prédisposition de Leo Messi et de ses représentants", a affirmé Tusquets. "Nous évaluons que pour équilibrer le budget, nous devons faire un effort de quelque 300 M d'EUR", a-t-il calculé, admettant que le Barça présentait aujourd'hui "sûrement la masse salariale la plus élevée d'Europe".

Avec des sources de revenus quasiment à l'arrêt, le Barça "est dans une situation très complexe et nous devons agir sur deux terrains: baisser les dépenses et chercher des revenus qui n'existent pas".

Tusquets a catégoriquement nié que le club court le risque de faire face à des créanciers et envisage la possibilité de recruter en janvier.

"S'il y a des ventes, il peut y avoir des achats. Il y aura la possibilité de recruter des joueurs avec la baisse salariale, c'est la situation actuelle", a-t-il conclu.

APS

LIGUE DES CHAMPIONS (3E JOURNÉE) 11 joueurs de l'Ajax positifs au Covid-19

L'Ajax Amsterdam est frappé de plein fouet par la pandémie de Covid-19 avec onze de ses joueurs qui ont été testés positifs.

Le club de la capitale néerlandaise doit affronter mardi les Danois de Midtjylland lors de la troisième journée de la phase de poule de la Ligue des champions.

Le club n'a pas voulu divulguer les noms des joueurs porteurs du virus pour des raisons de confidentialité.

Par conséquent, ce sont seulement 17 joueurs amstellodamois qui feront le déplacement au Danemark.

Selon les règles de l'instance dirigeante du football européen, l'Ajax doit jouer le match si 13 de ses



joueurs ou plus sont disponibles. L'Ajax est 3e du groupe D, avec un point en deux

matchs, à cinq points du leader Liverpool et trois derrière l'Atalanta. Le Midtjylland

est dernier du groupe, après avoir perdu ses deux premiers matches.

LIGUE DES CHAMPIONS (DEMI-FINALE / RETOUR)

Le Raja Casablanca sans trois joueurs au Caire

La délégation du Raja Casablanca (Div.1 marocaine) s'est envolée ce lundi au Caire sans trois joueurs, en vue de la demi-finale (retour) de la Ligue des champions d'Afrique de football mercredi face aux Egyptiens du Zamalek (20h00, algériennes), rapportent les médias locaux.

Il s'agit du gardien de but Anas Zniti, toujours positif au

coronavirus (Covid-19), ainsi que les défenseurs Abdeljalil Jbira et Mohamed Douik.

Pour rappel, les "Aigles Verts" s'étaient inclinés par la plus petite marge sur leur pelouse lors de la manche aller disputée le 18 octobre dernier.

En finale, prévue le 27 novembre au stade Borg El-Arab d'Alexandrie (Egypte), l'équipe

qualifiée retrouvera Al-Ahly, tombeur du WA Casablanca lors de la première demi-finale (aller : 2-0, retour 3-1). La finale devait se dérouler initialement le 6 novembre, avant d'être reportée suite à une requête des autorités égyptiennes, hôtes des rencontres, et en respect du protocole sanitaire lié à la pandémie de Covid-19.

TRANSFERT

Manchester City pourrait revenir à la charge pour Messi en janvier

Manchester City (Premier League) pourrait revenir à la charge dès cet hiver et tenter de convaincre la star argentine du FC Barcelone, Lionel Messi, de rejoindre le vice-champion d'Angleterre de football l'été prochain, selon la presse britannique mardi.

Josep Maria Bartomeu a démissionné la semaine passée de son poste de président du Barça et cela aura peut-être une incidence sur l'avenir de Lionel Messi, en fonction du projet du futur patron des Catalans, selon la même source.

Le président de la direction intérimaire du Barça, Carles Tusquets a annoncé lundi

qu'il espérait convoquer des élections autour de Noël.

Selon la presse catalane, l'idée serait de définir la date des élections vers Noël et de les organiser fin janvier.

Une aubaine pour les clubs qui courtisent Leo Messi puisque les règlements de la Fédération internationale (Fifa) les autorisent à négocier avec l'Argentin dès le 1er janvier, ce dernier arrivant en fin de contrat au 30 juin.

Selon le Daily Telegraph, Manchester City, où évolue l'ailier international algérien Riyad Mahrez, "pourrait" ainsi revenir à la charge en janvier en proposant un pré-



contrat à Messi en vue de l'été prochain.

Le quotidien anglais n'en a pas l'air persuadé à ce stade, mais croit savoir, de sources barcelonaises, que Messi n'a pas prévu de discuter tout de suite avec le Barça, ce qui semble logique puisque la nouvelle direction n'est pas encore connue.

Ce flou sert les intérêts de Man City, mais

Messi va certainement temporiser avant de prendre une décision définitive.

Le temps de savoir quel est le nouveau projet du Barça.

Messi a provoqué l'été dernier un véritable "séisme" en annonçant son désir de quitter le Barça, avant de se rétracter et décider de poursuivre son aventure avec les "Blaugrana".

ALGÉRIE - FORMATION

256 candidats admis au concours d'arbitres inter-ligues

Deux-cents-cinquante-six (256) candidats ont réussi l'examen d'arbitre et arbitre-assistant inter-ligue au titre de l'année 2020, a annoncé mardi la Commission fédérale d'arbitrage, re-

levant de la Fédération algérienne de football (FAF). Les lauréats avaient passé cet examen de graduation en 2019, dans deux villes différentes, à savoir : Saïda (Ouest) et Bordj Bou-Arréridj

(Est). Un renfort important donc pour le football national, qui multiplie les formations à tous les niveaux pour promouvoir la discipline, y compris à travers le renforcement du corps arbitral.

Jovic pisté par Leicester

L'attaquant du Real Madrid, Luka Jovic, serait sur les tablettes de Leicester. En mal de temps de jeu à Madrid, Luka Jovic pourrait se relancer en Premier League dès le prochain mercato. Le quotidien The Mirror fait état d'un sérieux intérêt de Leicester City envers l'attaquant international serbe. Arrivé au Real en 2019 contre un montant de 60M€, Jovic n'a jamais réussi à s'imposer chez les Merengues. Zinedine Zidane lui a bien accordé une nouvelle chance, mais il n'a pas su la saisir. Titulaire à deux reprises en Liga, il s'est montré totalement transparent.



DAVID ALABA S'EN PREND À SES DIRIGEANTS

Alors que le Bayern Munich a décidé de se retirer des négociations pour une prolongation de contrat de David Alaba, l'international autrichien s'en est pris à ses dirigeants.

L'information a eu l'effet d'un tremblement de terre en Allemagne. Alors que le contrat liant David Alaba au Bayern Munich prend fin l'été prochain, les deux partis ne sont pas parvenus à trouver un accord pour une éventuelle prolongation. La faute à des discussions qui n'ont finalement pas abouti. La direction munichoise a donc annoncé ce lundi qu'elle se retirait des négociations. Affecté par cette nouvelle, David Alaba est revenu sur cette situation, tout en dévoilant l'une des raisons qui l'ont poussé à refuser une offre.

Interrogé par Sky Allemagne, le défenseur bavarois ne semble pas avoir digéré la proposition d'un échange avec Leroy Sané la saison dernière. "Ce respect et cette reconnaissance que je recherchais, quand les négociations ont débuté, n'ont pas été dans la bonne direction. C'était il y a un an, quand le coronavirus était encore très loin. Et ça a continué. Après, lors de la deuxième ou troisième discussion, j'ai reçu un appel me demandant si j'étais prêt à envisager un échange. Là, je me suis dit que c'était comme une giflette reçue en pleine face." Vous l'aurez compris, le point de non-retour semble bel et bien atteint.

ZLATAN UNE SAISON DE PLUS À MILAN

Exceptionnel depuis son retour au Milan AC, Zlatan

Ibrahimovic pourrait voir sa direction lui proposer une prolongation de contrat.

Le temps n'a pas d'emprise sur les performances de Zlatan Ibrahimovic. A 39 ans, le géant suédois continue d'affoler les compteurs en Serie A. Auteur de sept buts en quatre matches de championnat, l'ancien parisien trône tout en haut du classement des buteurs. Véritable meneur d'hommes, l'avant-centre est loin d'être étranger à l'excellente série de 24 rencontres sans défaite du club milanais. Des prestations spectaculaires qui auraient dû et déjà convaincus les dirigeants rossoneri. Zlatan Ibrahimovic et l'AC Milan pourraient en effet prolonger leur histoire commune. Selon les informations du site Calciomercato, la direction lombarde aurait fait de la prolongation de contrat du Suédois une priorité pour cette saison. En fin de contrat en juin prochain, l'ancien joueur des Los Angeles Galaxy pourrait donc remplir pour un an si les Rossoneri parviennent à se qualifier pour la prochaine édition de la Ligue des Champions. Le Milan AC et Zlatan, une histoire passionnelle... et éternelle.

SIMEONE A CHANGÉ POUR SUAREZ

Surprise en ce début de saison de Liga, l'Atletico Madrid pratique un jeu plus ambitieux. Interrogé sur cette nouvelle philosophie en conférence de presse, l'entraîneur Diego Simeone a souligné l'arrivée de l'attaquant Luis Suarez (33 ans), dont le profil oblige les Colchoneros à l'accompagner.

"Je crois que tout cela vient de la présence de Suarez, a expliqué le coach argentin. Il y a la nécessité de l'approvisionnement. Diego Costa et Morata avaient d'autres caractéristiques dans la prise d'espace. On cherchait d'autres situations. Luis a besoin de plus de soutien autour de lui, de vivre là où il peut faire mal à l'adversaire. Donc l'équipe travaille pour ce qui est le plus difficile : marquer des buts."

Résultat, l'ancien joueur du FC Barcelone a déjà inscrit 4 buts en 5 matches de Liga cette saison.

ICARDI, ABSENCE PROLONGÉE

Le PSG a fait ce mardi un point sur les indisponibilités de plusieurs joueurs à la veille du déplacement de l'équipe entraînée par Thomas Tuchel à Leipzig (mercredi à 21h, sur RMC Sport 1) lors de la troisième journée de Ligue des champions. Espéré dans les prochains jours, Mauro Icardi ne pourra pas reprendre compétition avant la trêve internationale. Forfait pour le match européen, Kylian Mbappe souffre d'une gêne musculaire aux ischio-jambiers droits et sera à nouveau examiné jeudi. Le champion du monde tricolore demeure incertain pour le choc de Ligue 1 contre Rennes samedi.

Pour Neymar et Mauro Icardi, il n'y a plus de suspense puisque le Brésilien comme l'Argentin sont annoncés absent par le club parisien.

RAPHAËL VARANE TOTALEMENT PERDU SANS RAMOS ?

Sans Sergio Ramos au sein de la défense du Real Madrid, Raphaël Varane semble totalement perdu. Le défenseur central français a expliqué les raisons.

« En tant que défenseur, je me sens toujours plus à l'aise quand l'équipe reste compacte. Quand ce n'est pas le cas et que l'on défend mal, on doit prendre des décisions plus difficiles derrière. Lors des derniers matches sans Sergio en Ligue des Champions, l'équipe n'était pas bien. Sergio apporte beaucoup sur le plan collectif, son caractère est très bon pour l'équipe », a indiqué le défenseur du Real. Avant de poursuivre son explication : « Je ne sais pas si c'est un hasard, mais on n'a pas été bons défensivement sans lui en Ligue des Champions. Mais ça concerne tout le monde. Je le rends meilleur et lui aussi me rend meilleur. On doit être tous ensemble. On connaît l'importance de Sergio, mais on doit être ensemble ».



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

SANTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vœux de prompt rétablissement de l'émir du Koweït et du président chinois...

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi, deux messages de vœux de prompt rétablissement de la part de l'Emir de l'Etat du Koweït, Cheikh Nawaf Ahmad Al-Djaber Al-Sahab et du président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi, deux messages de vœux de prompt rétablissement de la part de l'Emir du Koweït, Ckeikh Nawaf Ahmad Al-Dja-



ber Al-Sahab et du président de la République populaire de Chine, M. Xi Jinping", lit-on dans le communiqué.

...et des présidents turc et italien

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi deux messages de vœux de prompt rétablissement de la part du président de la Répu-

blique de Turquie, M. Recep Tayyip Erdogan, et du Président de la République italienne, M. Sergio Mattarella, a indiqué un communiqué de la Présidence de la Ré-

publique. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi, deux messages de vœux de prompt rétablissement de la part du président

de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdogan, et du Président de la République italienne, M. Sergio Mattarella", lit-on dans le communiqué.

DÉCÈS DU SOCIOLOGUE ALI EL KENZ "Une des sommités de l'univers de la pensée et de la science s'en va" (CNES)

Le Président du Conseil national économique et social (CNES), Rédha Tir a mis en avant dans un message de condoléances les qualités du penseur et sociologue algérien, Ali El Kenz, décédé dans la nuit de dimanche à lundi à l'âge de 74 ans, qualifiant le défunt d'une des sommités de l'univers de la pensée et du savoir. Avec la disparition d'Ali El Kenz, "l'Algérie perd une des sommités de l'univers de la pensée et du savoir, parti en léguant un capital de savoir renfermant des théories inégalables, notamment celles inhérentes à la sociologie", a écrit le président du CNES, affirmant que l'œuvre du défunt inspirera les générations à venir. "Le défunt a été de longues années durant un modèle à suivre pour ses analyses judicieuses en matière de développement, des mutations sociales et de l'économie du développement", a ajouté M. Tir.

Et d'ajouter "nous avons perdu un véritable trésor, de par des ou-

vrages et contributions dont le renom a rayonné au delà des frontières nationales, atteignant même l'universalité, grâce à la précision, la perspicacité et l'objectivité de sa pensée". Né en 1946 à Skikda, Ali El Kenz a été maître-assistant de philosophie à l'université d'Alger de 1970 à 1974, puis Professeur de sociologie dans la même université jusqu'en 1993, ainsi que directeur de recherches au Centre de recherches en économie appliquée au développement (Cread) à Alger.

Le défunt avait également son actif de nombreux ouvrages, dont "L'économie de l'Algérie" (1980), "Les maîtres penseurs" (1985), "L'Algérie et la modernité" (1989), "Le hasard et l'histoire" (1990), "Au fil de la crise" (1993), "Gramsci dans le monde arabe" (1994) ou encore "Ecrit d'exil" (2009), en plus d'avoir signé de très nombreuses contributions dans la presse algérienne et de nombreuses revues scientifiques.

JUSTICE

Cour d'Alger : poursuite du procès en appel de Tahkout par l'audition d'anciens responsables

Le procès en appel de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout poursuivi pour corruption avec des membres de sa famille et les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal s'est poursuivi lundi à la Cour d'Alger par l'audition d'anciens responsables.

Interrogé par le juge de siège, l'ancien directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), Bouklikha Farouk, a nié toutes les accusations portées contre lui, dont l'octroi d'avantages à l'entreprise de Tahkout, précisant qu'un cahier des charges liait déjà l'ONOU et ladite entreprise avant son installation.

L'ancien directeur général de l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), Abdelkader Benmiloud, a, lui aussi, nié les accusations dirigées contre lui. Il s'est défendu d'avoir convenu avec l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, d'accorder des avantages à l'opérateur Tahkout, assurant avoir laissé des "garanties bancaires" à l'ETUSA avant son départ.

L'actuel directeur général de l'ETUSA, Karim Yacine, a, quant à lui, précisé que le marché conclu entre l'ETUSA et l'entreprise de Tahkout visait à "assurer le transport à travers les différents quartiers de la capitale, surtout les nouveaux".

N'ayant pas pu faire l'acquisition de nouveaux bus auprès de l'Entreprise nationale des véhi-

cules industriels (Groupe SNVI), l'ETUSA a dû recourir à la location de bus auprès de l'entreprise de Tahkout, a-t-il expliqué. Les accusés Talha Rabah et Maouche Ahmed (cadres à la Direction des impôts) se sont, eux aussi, défendus d'avoir accordé des avantages fiscaux à l'entreprise de Tahkout, précisant avoir "appliqué les décisions de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)".

Le procès qui a débuté mercredi dernier se poursuivra dans l'après-midi par l'audition de plu-

sieurs anciens responsables. Le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné le principal accusé à une peine de 16 ans de prison ferme et une amende de 8.000.000 DA.

Rachid, Hamid et Billal Tahkout ont été, eux, condamnés à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA, tandis que Nacer Tahkout a écopé de 3 ans de prison et 8.000.000 DA d'amende. Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation des ma-

tériels et l'exclusion des marchés publics pendant 5 ans.

Dans la même affaire, le tribunal avait condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de 10 ans de prison ferme et 500.000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, en état de fuite, écopé d'une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2.000.000 DA.

L'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Yousfi et l'ancien wali

de Skikda, Faouzi Belhocine ont été condamnés à 2 ans d'emprisonnement ferme. L'ancien ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul écope, lui, de 3 ans de prison ferme, tandis que l'ancien ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane a été acquitté des accusations retenues contre lui. Le tribunal de Sidi M'hamed avait également ordonné le versement d'un montant de 309 milliards DA à titre de dommage et intérêt.

Audition des anciens ministres Zaalane et Ghoul

Le procès en appel de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout poursuivi pour corruption s'est poursuivi lundi après-midi avec l'audition des deux anciens ministres, Abdelghani Zaalane et Amar Ghoul.

Interrogé sur les accusations portées contre lui, dont conflit d'intérêt et corruption lors de l'octroi de marchés, M. Zaalane a nié tout lien avec la convention signée entre l'entreprise publique du transport urbain et suburbain d'Oran (ETO) et l'entreprise de Tahkout, concernant la location de bus de la cette dernière, affirmant qu'en sa qualité de wali d'Oran, il avait donné son accord pour trouver des solutions pratiques aux habitants des nouvelles cités qui venaient d'être relogés.

L'ETO a fait un appel d'offre en coordination avec la commission des marchés publics et l'entreprise de Tahkout n'avait bénéficié d'aucun traitement de faveur. Pour sa part, Amar Ghoul a nié qu'il avait octroyé à

Tahkout un contrat de "concession portuaire" et un terrain au sein même du Port de Skikda, soulignant que les activités de Tahkout s'exerçaient "en dehors" de cette structure.

Le juge de siège a poursuivi l'audition des accusés acquittés en première instance et comparus au procès en appel. Les autres accusés seront auditionnés mardi.

Le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné le principal accusé à une peine de 16 ans de prison ferme et une amende de 8.000.000 DA. Rachid, Hamid et Billal Tahkout ont été, eux, condamnés à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA, tandis que Nacer Tahkout a écopé de 3 ans de prison et 8.000.000 DA d'amende.

Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation des matériels et l'exclusion des marchés publics pendant 5 ans. Dans la même affaire, le tribunal avait

condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal à une peine de 10 ans de prison ferme et 500.000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, en état de fuite, écopé d'une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2.000.000 DA. L'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Yousfi et l'ancien wali de Skikda, Faouzi Belhocine ont été condamnés à 2 ans d'emprisonnement ferme. L'ancien ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul écope, lui, de 3 ans de prison ferme, tandis que l'ancien ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane a été acquitté des accusations retenues contre lui.

Le tribunal de Sidi M'hamed avait également ordonné le versement d'un montant de 309 milliards DA à titre de dommage et intérêt.

TRIBUNAL DE TIPASA

Report du procès de l'ex-wali d'Alger Abdelkader Zoukh au 19 novembre

Le tribunal de première instance de Tipasa a prononcé mardi le report au 19 novembre du procès de l'ex-wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, accusé dans une affaire de corruption. Ce deuxième report a été motivé par l'absence de la défense de l'accusé et de quelques témoins, à ce procès qui se déroule au tribunal de Tipasa

conformément à la procédure de privilège de juridiction, les faits de cette affaire étant déroulés dans la wilaya d'Alger où il occupait le poste de wali. Dans ce procès ou Zoukh comparait devant la chambre correctionnelle près le tribunal de Tipasa en qualité d'accusé principal, plusieurs témoins sont cités dans l'affaire, dont l'an-

cient directeur général de la sûreté nationale (DGSN) Abdelghani Hamel, condamné lui-même, dans d'autres affaires de corruption. L'ex-wali d'Alger est poursuivi dans cette affaire pour, notamment, "dilapidation délibérée de deniers publics par un fonctionnaire", "utilisation illégale de biens et de deniers publics qui lui ont été confiés

en vertu de sa fonction", "abus de fonction et violation des lois et règlements dans le but d'obtention d'avantages pour un tiers".

Le Conseiller enquêteur auprès de la Cour suprême, avait précédemment ordonné la mise sous contrôle judiciaire de l'ex wali d'Alger au titre des affaires dans lesquelles il est poursuivi, rappelle-t-on.